

**SOMMET SUR LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES**



CONCERTATIONS

MARS 2022

**Synthèse des
Concertations par les
États membres**

RAPPORT N° 4



**NATIONS UNIES
SOMMET 2021 SUR LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES**

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	3
INTRODUCTION	6
1. FEUILLES DE ROUTE – UNE VOIE VERS LE FUTUR	9
1.1 Caractéristiques des feuilles de route nationales.....	10
1.2 Thèmes couverts par les feuilles de route nationales	11
1.3 Moyens de mise en œuvre identifiés dans les feuilles de route	17
1.4 Différences régionales	18
2. ACTIONS EN COURS	22
2.1 Les feuilles de route sont-elles utilisées lors de l’engagement avec les décideurs sur les systèmes alimentaires ?	22
2.1.1. Les feuilles de route sont-elles liées au processus politique ?	22
2.1.2. Les feuilles de route sont-elles intégrées aux politiques et stratégies nationales ?	24
2.1.3. Existe-t-il des étapes et des mécanismes d’examen, de suivi et d’évaluation ?	25
2.1.4. Les feuilles de route encouragent-elles un travail intersectoriel plus systématique ?	26
2.1.5. Les feuilles de route contribuent-elles à de nouvelles formes de gouvernance ?	27
2.1.6. Les feuilles de route encouragent-elles le développement de plans et de stratégies d’investissement pour une coopération technique, commerciale et financière à long terme ?	28
2.2. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires dans différents contextes et à plusieurs niveaux ?	30
2.2.1. Les feuilles de route englobent-elles les besoins et les processus infranationaux ?	30
2.2.2. Les feuilles de route encouragent-elles la coopération entre les nations en matière de transformation des systèmes alimentaires ?	31
2.2.3. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour intégrer les transformations des systèmes alimentaires à d’autres questions majeures ?	32
2.2.4. Les feuilles de route favorisent-elles l’émergence de la transformation des systèmes alimentaires en tant qu’enjeu d’importance et d’action collective dans les cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ?	34
2.3. Les Concertations et les feuilles de route permettent-elles d’impliquer des cercles de parties prenantes de plus en plus larges ?	35
2.3.1. Les feuilles de route servent-elles de documents vivants revus et dynamisés lorsqu’elles sont utilisées ?	35
2.3.2. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour impliquer des groupes de plus en plus diversifiés de parties prenantes ?	35

2.3.3. Les feuilles de route s’inspirent-elles de la recherche et du développement interdisciplinaires et y contribuent-elles ?.....	37
2.3.4. Les actualités sur le développement, la mise en œuvre et la révision des feuilles de route sont-elles largement partagées ?.....	38
2.3.5. Résumé.....	39
3. BESOINS POUR MAINTENIR LA DYNAMIQUE ET SOUTENIR LES ACTIONS	40
3.1. Des ressources financières et humaines sont nécessaires d’urgence pour maintenir la dynamique	40
3.2. Forme et clarté du processus mondial post-Sommet.....	41
3.3. Connexions entre les équipes de coordination et les écosystèmes de soutien	41
3.4. Besoins à long terme.....	42
4. COMMENTAIRES ET CONCLUSIONS	43
4.1. L’ampleur et la portée du programme des Concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires ont dépassé les attentes	43
4.2. Les feuilles de route nationales abordent les systèmes alimentaires sous un angle large, avec des liens avec tous les ODD	43
4.3. Le Service de soutien aux Concertations a maintenu le contact avec plus de 130 des 148 Coordonnateurs nationaux	44
4.4. Ces feuilles de route sont désormais utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires, tant au niveau national que régional.....	44
4.5 Certains besoins urgents doivent être satisfaits si l’on veut soutenir la dynamique de transformation des systèmes alimentaire	45
ANNEXE 1 – Liste des Concertations nationales annoncées sur la Passerelle depuis août 2021	46
ANNEXE 2 – Liste des États membres ayant nommé un Coordonnateur et disposant d’une feuille de route nationale sur la Passerelle	51

RÉSUMÉ

Cette synthèse décrit et analyse le travail réalisé par les Coordonnateurs nationaux des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires dans la période qui a suivi immédiatement le Sommet qui s'est tenu les 23 et 24 septembre 2021.

Il s'agit de la quatrième synthèse liée aux Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires par les États membres.

La [Synthèse n° 1](#) publiée en mai 2021 a couvert l'initiation du processus des Concertations par les États membres. La [Synthèse n° 2](#) publiée en juillet 2021 a résumé les progrès accomplis avant le pré-Sommet de Rome. La [Synthèse n° 3](#) publiée en septembre 2021 a résumé les progrès accomplis avant le Sommet.

Cette synthèse couvre la période du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires comprise entre septembre 2021 et mars 2022. Cette période a été caractérisée par l'activité des États membres qui ont développé, validé, approuvé et commencé à mettre en œuvre leurs feuilles de route nationales pour des systèmes alimentaires équitables et durables d'ici 2030.

La synthèse comprend les sections suivantes.

Introduction – Cette section comprend un aperçu du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et la place des Concertations dans ce contexte. Elle présente les cinq domaines d'action du Secrétaire général. Elle décrit les sources de données de la synthèse et comprend une ventilation des Concertations qui ont eu lieu depuis la date de clôture de la soumission des formulaires de compte-rendu officiels associés à la synthèse précédente.

1. Feuilles de route : une voie vers le futur – Cette section décrit les caractéristiques des feuilles de route. La plupart présentent une **vision des systèmes alimentaires du futur** et identifient **les thèmes prioritaires pour la transformation des systèmes alimentaires**. Beaucoup d'entre elles comprennent des **plans de travail avec des mesures de mise en œuvre définies** et des activités pour chaque thème, et indiquent les dispositions prises pour **travailler dans plusieurs secteurs et avec de multiples parties prenantes**.

Cette section contient également une analyse des feuilles de route nationales qui permet d'apprécier l'éventail des questions thématiques abordées. L'analyse utilise les domaines d'action de la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies faite lors du Sommet sur les systèmes alimentaires comme cadre analytique. L'analyse révèle à la fois les thèmes qui constituent des priorités d'action dans les feuilles de route nationales et les moyens proposés pour mettre en œuvre les actions prioritaires.

La plupart des feuilles de route incluent les priorités de plusieurs domaines d'action. Les **thèmes les plus souvent prioritaires** sont le passage à des régimes alimentaires plus sains, l'éradication de la faim, la croissance durable de la productivité et la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique et aux catastrophes.

La plupart des feuilles de route portent sur les **moyens de mise en œuvre spécifiques**. Parmi ces moyens, les plus cités sont a) l'adaptation des politiques et des réglementations, b) l'investissement dans l'innovation et la connaissance, c) le renforcement des capacités des ressources humaines, d) la mobilisation des financements et des investissements, e) l'accès à de meilleures données et f) le commerce alimentaire transfrontalier. Parmi les autres moyens identifiés figurent g) l'amélioration des infrastructures, h) la création de partenariats, i) l'information, j) une meilleure gouvernance des systèmes alimentaires, k) la numérisation des systèmes alimentaires, et l) l'accent mis sur les droits de l'homme.

Certaines combinaisons de thèmes et de moyens de mise en œuvre sont étudiées par les régions.

La section comprend également un bref aperçu des déclarations faites par les chefs d'État ou de gouvernement lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires concernant les priorités qu'ils ont annoncées ainsi que leurs concertations et feuilles de route.

- 2. Actions en cours-** Cette section décrit les façons dont les feuilles de route sont utilisées pour guider et éclairer les actions dans les différents pays (dans plusieurs contextes). Elle identifie les activités en cours, quantifie ces actions lorsque c'est possible, et fournit des exemples de la manière dont elles se manifestent dans la pratique.

En particulier, elle étudie la manière dont les feuilles de route sont utilisées pour **engager les décideurs** en matière de systèmes alimentaires :

- 75 % des équipes de coordination indiquent que les feuilles de route sont **liées et utilisées dans le cadre des processus politiques**.
- 70 % déclarent que les visions et les priorités des feuilles de route sont **intégrées aux politiques et stratégies nationales**.
- Des **étapes et des mécanismes d'examen** sont en cours d'élaboration.
- Plus de la moitié des équipes de coordination font état d'un **travail intersectoriel plus systématique**.
- **De nouvelles formes de gouvernance des systèmes alimentaires** apparaissent.
- **Des plans et des stratégies d'investissement** pour une coopération technique, commerciale et financière à long terme sont en cours d'élaboration.

La section étudie également comment les feuilles de route sont utilisées pour **guider la transformation des systèmes alimentaires dans différents contextes et à plusieurs niveaux** :

- Dans au moins 26 pays, les feuilles de route sont avancées **au niveau infranational**.
- Les feuilles de route encouragent la coopération entre les nations sur des priorités spécifiques au sein de **sous-régions géographiques**.
- Les feuilles de route sont utilisées pour intégrer la transformation des systèmes alimentaires à **d'autres questions majeures**, notamment la reprise après la COVID-19, l'atténuation du changement climatique, l'adaptation et la résilience, la promotion de la biodiversité, la numérisation, l'éducation, l'emploi, l'énergie, la migration, la protection sociale et l'accès à l'eau. Cette question fait l'objet d'une attention accrue, notamment dans le cadre de la COP15 sur la biodiversité, de la COP27 sur le climat, et du Sommet sur la transformation de l'éducation prévu pour septembre 2022.

- La transformation des systèmes alimentaires devient une nouvelle priorité pour les **Cadres de coopération des États membres des Nations Unies pour le développement durable**.

En outre, la section étudie **comment les Concertations et les feuilles de route permettent d'impliquer des cercles de parties prenantes de plus en plus larges** :

- Dans au moins 42 % des pays, les feuilles de route servent de **documents vivants** revus et dynamisés lorsqu'elles sont utilisées.
- 45 % des Coordonnateurs prévoient de continuer à mener des **Concertations multipartites** en cherchant à inclure les communautés difficiles à atteindre et souvent laissées pour compte, notamment les petits producteurs, les travailleurs agricoles, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les experts interdisciplinaires traditionnels et modernes.
- Plusieurs feuilles de route s'inspirent de la **recherche et du développement interdisciplinaires** et y contribuent.
- Plusieurs Coordonnateurs décrivent également comment les feuilles de route sont utilisées pour encourager le **débat public** sur la transformation des systèmes alimentaires dans le cadre d'un discours plus large sur les ODD.

3. Besoins pour maintenir la dynamique et soutenir les actions - Cette section identifie les besoins urgents en ressources financières et humaines pour maintenir la dynamique, partage les demandes de clarification relatives à la forme du processus post-Sommet, décrit le besoin d'opportunités de connexion entre pairs et d'un écosystème de soutien, et souligne le besoin de financement externe à plus long terme.

4. Commentaires et conclusions - Les messages clés de cette synthèse sont les suivants :

- L'ampleur et la portée du programme des Concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires ont dépassé les attentes.
- Les feuilles de route nationales abordent les systèmes alimentaires sous un angle large, avec des liens avec tous les ODD, et mettent l'accent sur le travail intersectoriel, les approches interdisciplinaires, l'engagement multisectoriel et la nécessité de travailler à tous les niveaux pertinents : local, infranational, national et régional.
- Le Service de soutien aux Concertations a maintenu le contact avec plus de 130 des 148 Coordonnateurs nationaux depuis le Sommet.
- Ces feuilles de route sont désormais utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires, tant au niveau national que régional.
- Certains besoins urgents doivent être satisfaits si l'on veut maintenir la dynamique de la transformation des systèmes alimentaires :
 - Des financements visant à soutenir le processus de transformation sont nécessaires et urgents dans au moins 36 pays.
 - La forme et le rythme du travail de suivi du SSA doivent être clarifiés pour guider l'action aux niveaux national et régional.
 - Les Coordonnateurs souhaitent créer des liens entre eux et étudier, voire rejoindre, différentes coalitions d'action.
 - Il est urgent de mobiliser un financement à plus long terme des transformations des systèmes alimentaires.

INTRODUCTION

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2019, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé son intention d'organiser un Sommet sur les systèmes alimentaires dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'objectif du Sommet était de sensibiliser le monde et d'identifier des actions permettant de transformer les systèmes alimentaires dans le but de résoudre le problème de la faim, de réduire les maladies liées à l'alimentation, de promouvoir la santé de la planète, de réduire la pauvreté rurale et de promouvoir la résilience des populations face aux chocs.

Le Secrétaire général a appelé à une action collective de tous les citoyens pour changer radicalement les modes de production, de transformation et de consommation des aliments. Il a désigné Dr. Agnes Kalibata en tant qu'Envoyée spéciale pour le Sommet. Il a proposé que le Sommet soit basé sur une analyse scientifique, et conçu pour inclure la participation de toutes les personnes concernées par les systèmes alimentaires du futur.

Un groupe scientifique indépendant a été créé pour garantir la solidité, l'étendue et l'indépendance de la science qui sous-tend le Sommet et ses résultats. Il était composé d'éminents chercheurs et scientifiques du monde entier.

Les cinq Pistes d'action pour le Sommet ont été définies en accord avec les objectifs du Sommet. Leur objectif était de trouver des solutions aux défis liés aux systèmes alimentaires en amplifiant les initiatives existantes et en encourageant de nouvelles actions et de nouveaux partenariats. Elles ont offert aux acteurs des systèmes alimentaires du monde entier la possibilité d'échanger des idées et d'apprendre les uns des autres.

Les Pistes d'action étaient les suivantes :

- 1) Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs
- 2) Passer à des modes de consommation durables
- 3) Stimuler une production respectueuse de la nature
- 4) Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- 5) Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

L'accent a été mis sur la nécessité de veiller à ce que les Pistes d'action travaillent ensemble pour aborder les compromis possibles et identifier les solutions qui offrent des avantages considérables. Les Pistes d'action se sont appuyées sur l'expertise d'acteurs issus de l'ensemble des systèmes alimentaires mondiaux. Ensemble, elles ont étudié comment les leviers de changement transversaux - tels que les droits de l'homme, les finances, l'innovation et l'autonomisation des femmes et des jeunes - pourraient être mobilisés pour atteindre les objectifs du Sommet. Plus de 2 000 idées ont été reçues par les Pistes d'action et ont été consolidées en [plus de 50 groupes de solutions](#).

Dans le même temps, tous les groupes concernés par l'alimentation, qu'il s'agisse des producteurs, des transformateurs, des distributeurs, des détaillants, des consommateurs ou des régulateurs, ont eu l'occasion de s'impliquer. Par le biais de Concertations multipartites, ils se sont concentrés sur leurs visions des systèmes alimentaires à l'horizon 2030 et ont proposé des moyens de concrétiser ces visions. Au cours des Concertations, ils ont pu réfléchir à la manière dont les aliments les reliaient les uns aux autres, et à la planète, souvent de manière inattendue et surprenante.

Certaines Concertations ont été organisées de manière indépendante, d'autres par les gouvernements nationaux qui ont désigné des Coordonnateurs des Concertations nationales. 148 pays ont désigné un Coordonnateur des Concertations nationales et 130 d'entre eux ont annoncé 630 Concertations nationales sur la Passerelle (www.summitdialogues.org). 1 000 Concertations indépendantes ont par ailleurs été organisées. Les Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires ont impliqué plus de 108 000 personnes au total. Dans 111 pays, les Concertations ont débouché sur des feuilles de route nationales de transformation des systèmes alimentaires qui ont été rendues publiques¹ et qui définissent ce qui doit être fait, qui doit être impliqué et quand les résultats sont attendus.

L'organisation de ces processus a été rendue difficile par la pandémie de COVID-19. Les Coordonnateurs ont toutefois fait preuve d'imagination et d'ingéniosité. Les Concertations ont permis de réaliser des connexions inhabituelles et surprenantes et ont encouragé les participants à s'impliquer sans risque de discrimination ou d'humiliation. Ces Concertations ont libéré une énergie constructive. Les systèmes alimentaires du futur devront être résilients face aux maladies, au changement climatique, aux conflits et autres chocs.

Le Sommet du 23 septembre a eu lieu virtuellement : il a été prolongé jusqu'au 24, de nombreux dirigeants ayant souhaité y participer. Finalement, 163 États membres, notamment 77 chefs d'État et de gouvernement, ont fait des déclarations de principe : ces déclarations définissent les ambitions nationales en matière de systèmes alimentaires à l'horizon 2030.

Le [Résumé de la présidence et la déclaration d'action du Secrétaire général des Nations Unies](#) ont émergé avec cinq domaines d'action :

- 1) **Nourrir tout le monde**, c'est-à-dire s'efforcer d'éliminer la faim, la malnutrition et l'obésité.
- 2) **Favoriser des solutions fondées sur la nature**, c'est-à-dire encourager la production alimentaire régénérative et sans carbone.
- 3) **Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomisées**, c'est-à-dire assurer des conditions de travail et des salaires décents pour tous les producteurs et transformateurs de produits alimentaires.
- 4) **Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions**, c'est-à-dire augmenter la résilience des systèmes alimentaires face à la santé publique (notamment la COVID-19), le changement climatique et les conflits.
- 5) **Accélérer les moyens de mise en œuvre**, c'est-à-dire trouver les moyens de transformer les systèmes alimentaires basés sur les droits humains et la justice tout en créant un lien avec les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Après le Sommet, l'action principale se déroule au niveau national, où les gouvernements mettent en œuvre des feuilles de route nationales, à travers le gouvernement, avec l'engagement d'une variété de groupes de parties prenantes qui se concentrent ensemble sur la durabilité et l'équité. Les autorités locales, les peuples autochtones, les scientifiques, les petites entreprises et les jeunes sont davantage impliqués. Il est essentiel que des financements à long terme soient disponibles pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires par le biais de partenariats, d'une collaboration régionale et de la mobilisation d'investissements essentiels.

¹ https://summitdialogues.org/explore-countries/?cl_pathway_uploaded=yes

Au fur et à mesure que les pays avancent, des bilans seront dressés tous les deux ans jusqu'en 2030 afin d'examiner les progrès accomplis - le prochain est prévu fin 2023. Les **engagements nationaux en faveur de l'amélioration des systèmes alimentaires devraient également se refléter dans d'autres priorités nationales telles que l'atténuation et l'adaptation du changement climatique**, la valorisation de la nature, la lutte contre la malnutrition, l'amélioration de l'emploi, l'élargissement de la protection sociale, l'amélioration des soins de santé et un meilleur accès à l'éducation.

Cette synthèse vise à partager les connaissances en matière de transformation des systèmes alimentaires en suivant la stratégie d'engagement des pays du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Elle comprend une analyse des feuilles de route nationales à travers le prisme des cinq Domaines d'action du Secrétaire général des Nations Unies. Elle étudie les actions en cours portant sur les transformations des systèmes alimentaires dans les pays. Elle identifie le soutien immédiat nécessaire pour maintenir la dynamique et soutenir la mise en œuvre. Elle comprend également une mise à jour des retours d'informations reçus sur les Concertations depuis le dernier rapport et un aperçu des déclarations faites par les chefs d'État ou de gouvernement lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Cette synthèse vise à refléter le travail réalisé par les Coordonnateurs nationaux des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires par les États membres dans les pays participants. Les « Fenêtres nationales » qui apparaissent dans cette synthèse ne représentent qu'une partie des nombreuses informations recueillies par le Service de soutien aux Concertations. Pour plus d'informations, les Formulaires de compte-rendu officiels des Concertations et les feuilles de route sont disponibles sur la Passerelle à l'adresse <https://summitdialogues.org/fr/exploration-de-compte-rendu/>.

Les sources de données de cette synthèse sont les suivantes :

- Formulaires de compte-rendu officiels des Concertations nationales :
 - Depuis la date limite de soumission de la dernière synthèse (23 août 2021), 103 Concertations par les États membres ont été annoncées sur la Passerelle, dont 36 ont fait l'objet d'un formulaire de compte-rendu officiel soumis par 24 pays différents (détails à l'annexe 1).
- Feuilles de route téléchargées par les Coordonnateurs nationaux sur la Passerelle (111 feuilles de route sont actuellement disponibles).
- Informations recueillies grâce aux connexions intermittentes du Service de soutien aux Concertations avec les Coordonnateurs nationaux, les Coordonnateurs résidents des Nations Unies et les équipes pays des Nations Unies.

Mise à jour : Le Service de soutien aux Concertations tient à souligner que depuis que les chiffres du rapport ont été saisis et que le rapport a été finalisé, quelques pays ont publié des mises à jour supplémentaires sur la Passerelle.

- La Guinée équatoriale a téléchargé une feuille de route nationale
- L'Allemagne a annoncé une autre Concertation
- Le Mali a publié les formulaires de compte-rendu officiels de leurs dernières Concertations

Encadré 1 – Mise à jour sur les Concertations nationales

Les États membres ont continué à organiser des Concertations à des moments qui correspondaient à leurs besoins. Certains d'entre eux ont annoncé et rendu compte des résultats de leurs Concertations nationales après la date limite de la synthèse précédente du 23 août 2021.

103 Concertations par les États membres organisées dans 41 pays ont été annoncées sur la Passerelle (www.summitdialogues.org) depuis le 23 août 2021. Les résultats de 36 de ces Concertations ont été communiqués via la publication d'un formulaire de compte-rendu officiel sur la Passerelle. L'annexe 1 de ce rapport dresse la liste de ces 103 Concertations nationales supplémentaires.

Certaines de ces Concertations ont été menées dans des circonstances extrêmement difficiles et témoignent de la ténacité et du dévouement des Coordonnateurs nationaux.

Dans les 36 Concertations accompagnées de formulaires de compte-rendu officiels, on a constaté la même convergence thématique que celle décrite dans la Synthèse 3.

Les Concertations qui n'ont pas publié de formulaires de compte-rendu officiels ont néanmoins contribué à un processus de Concertations par étapes similaire à celui décrit dans la Synthèse 3.

Certains États membres continuent d'annoncer des Concertations nationales sur la Passerelle. Certains ont demandé des logos actualisés (sans mention de l'année 2021) qu'ils pourraient utiliser pour les Concertations organisées en 2022.

Au total, depuis novembre 2020, 130 États membres ont annoncé 630 Concertations sur la Passerelle. Les résultats de 480 de ces Concertations nationales ont été consignés dans un formulaire de compte-rendu officiel.

1. FEUILLES DE ROUTE – UNE VOIE VERS LE FUTUR

Cette section analyse les 111 feuilles de route nationales publiées sur la Passerelle : elle révèle les **thèmes** prioritaires et les **moyens** proposés pour la mise en œuvre.

Au cours des Concertations nationales (par les États membres), des personnes issues de différentes organisations ont été réunies et encouragées à étudier leurs systèmes alimentaires sous différents angles. Elles ont été invitées à réfléchir aux systèmes alimentaires qui seraient nécessaires d'ici 2030 et aux décisions à prendre actuellement pour atteindre cet objectif. Elles ont été encouragées à étudier les possibilités d'agir avec ambition et urgence et ont conclu - dans la plupart des cas - qu'elles devaient le faire maintenant, et vite, pour garantir un avenir plus durable pour tous. Au fur et à mesure de la consolidation des résultats de chaque série de Concertations, les participants aux Concertations ont commencé à réfléchir à cet élan, à créer et à articuler des feuilles de route stratégiques vers des systèmes alimentaires durables et équitables d'ici 2030. Chaque feuille de route comprend, à des degrés divers, une déclaration sur la vision des systèmes alimentaires nationaux à l'horizon 2030, les priorités à poursuivre pour concrétiser cette vision, les thèmes politiques qui nécessitent une attention immédiate (exprimés sous forme d'intentions et

d'engagements de la part d'un large éventail de parties prenantes) et les moyens par lesquels ces actions sont mises en œuvre. Au fur et à mesure de leur mise à jour, les feuilles de route associent vision, priorités, thèmes, intentions, engagements et moyens transversaux pour la mise en œuvre.

1.1 Caractéristiques des feuilles de route nationales

Les Coordonnateurs sont chargés de produire des feuilles de route adaptées aux besoins nationaux : les 111 feuilles de route qui figurent actuellement sur la Passerelle sont des documents généraux ou détaillés, qui reflètent les circonstances spécifiques de chaque pays et ses défis en matière de systèmes alimentaires.

Généralement, les feuilles de route comprennent une analyse et des commentaires sur :

- La **vision** du système alimentaire pour 2030 et les défis liés à sa mise en œuvre ;
- **Les thèmes d'action** prioritaires essentiels à la vision ;
- Les moyens prévus **pour la mise en œuvre** :
 - Plans de travail avec mesures des progrès par thème prioritaire
 - Modalités du travail intersectoriel et multipartite
 - Indications d'étapes des calendriers

Les feuilles de route ont été caractérisées et analysées. Certains éléments sont communs à plusieurs feuilles de route. Sur un total de 111 feuilles de route, 94 % décrivent une **vision** pour un système alimentaire national d'ici 2030, et 86 % **identifient des thèmes prioritaires** essentiels pour la vision. Quant aux moyens de mise en œuvre, 77 % incluent des plans de travail avec des mesures et des activités de **mise en œuvre définies**. 68 % indiquent les modalités de travail intersectoriel et d'implication de **multiples parties prenantes**, et 43 % indiquent les **étapes du calendrier** de transformation des systèmes alimentaires.

Éléments clés figurant dans les feuilles de route



Graphique 1 - Éléments clés figurant dans les feuilles de route nationales

1.2 Thèmes couverts par les feuilles de route nationales

L'analyse des thèmes des feuilles de route a été réalisée à la fois par les membres du Service de soutien aux Concertations et par le Laboratoire des données de la FAO, lequel a apporté un soutien professionnel supplémentaire de haute qualité pour cette synthèse. Les thèmes identifiés dans les feuilles de route nationales sont classés selon les cinq domaines d'action identifiés par le Secrétaire général des Nations Unies dans le résumé et la Déclaration d'action de la présidence lors du Sommet. Les thèmes les plus cités dans chacun des quatre premiers domaines d'action sont identifiés par des mots-clés. Les moyens de mise en œuvre les plus cités dans le cinquième domaine d'action sont également identifiés par des mots-clés. Le résultat est un inventaire des **thèmes** prioritaires les plus cités qui sont liés aux domaines d'action 1 à 4, et des **moyens** de mise en œuvre les plus cités qui sont liés au domaine d'action 5.

La Tableau 1 résume les thèmes identifiés liés aux domaines d'action 1 à 4.

Nourrir tout le monde	Favoriser des solutions fondées sur la nature	Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomisées	Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress
Atteindre la faim zéro (<i>inclut la sécurité alimentaire, le droit à l'alimentation, la disponibilité alimentaire</i>)	Agrobiodiversité	Travail, revenus et salaires décents pour tous les travailleurs du système alimentaire	Résilience au climat et aux catastrophes
Agriculture familiale	Agroécologie	Moyens de subsistance équitables	Résilience face aux crises sanitaires
Pertes et gaspillage alimentaires	Aliments aquatiques/bleus	Systèmes alimentaires pour les femmes et les filles	Résilience aux chocs, aux conflits violents et aux crises alimentaires
Qualité et sécurité alimentaires	Arrêter la déforestation et la conversion des produits agricoles	Systèmes alimentaires des peuples autochtones	Résilience aux vulnérabilités et au stress
Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	Terre	Systèmes alimentaires urbains	Chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes
Repas scolaires : nutrition, santé et éducation pour chaque enfant	Innovation positive pour la nature	Systèmes alimentaires des personnes vulnérables	
Protection sociale pour la transformation des systèmes alimentaires	Restauration des prairies, des zones arbustives et des savanes	Systèmes alimentaires des jeunes	
Consommation durable	Santé des sols		
Valeur réelle des aliments (<i>comprend l'accessibilité des aliments</i>)	Élevage durable		
	Croissance durable de la productivité		
	Eau		

Tableau 1. Liste des thèmes par domaine d'action

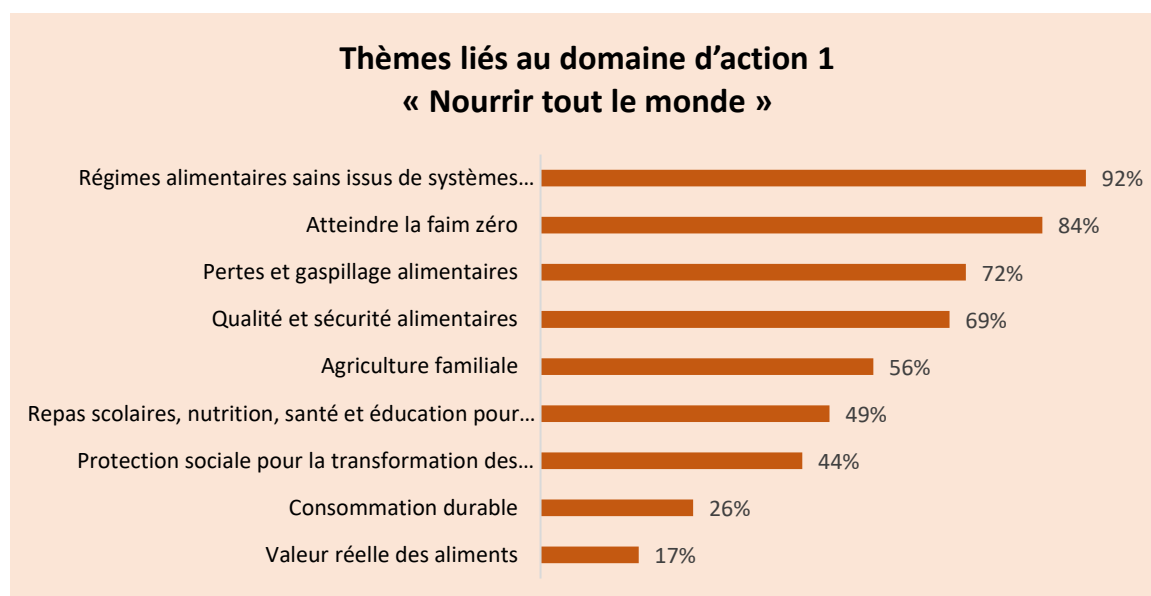
L'analyse des thèmes reflétés dans les feuilles de route est la suivante :

Domaine d'action 1 - Nourrir tout le monde

109 des 111 feuilles de route nationales comportent des références à des thèmes prioritaires liés à ce domaine d'action.

Les thèmes spécifiques référencés par ordre de fréquence sont les suivants : a) *Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde* dans 92 % des feuilles de route ; b) *Atteindre la faim zéro* dans 84 % des feuilles de route, et c) *Mettre fin aux pertes et gaspillages alimentaires* dans 72 % des feuilles de route.

Les thèmes *Qualité et sécurité alimentaires* (69 % des feuilles de route), *Agriculture familiale* (56 % des feuilles de route), *Repas scolaires, nutrition, santé et actions éducatives pour chaque enfant* (49 %), *Protection sociale* (44 %), *Consommation durable* (22 %) et *Valeur réelle des aliments* (17 %) ont aussi été souvent cités.



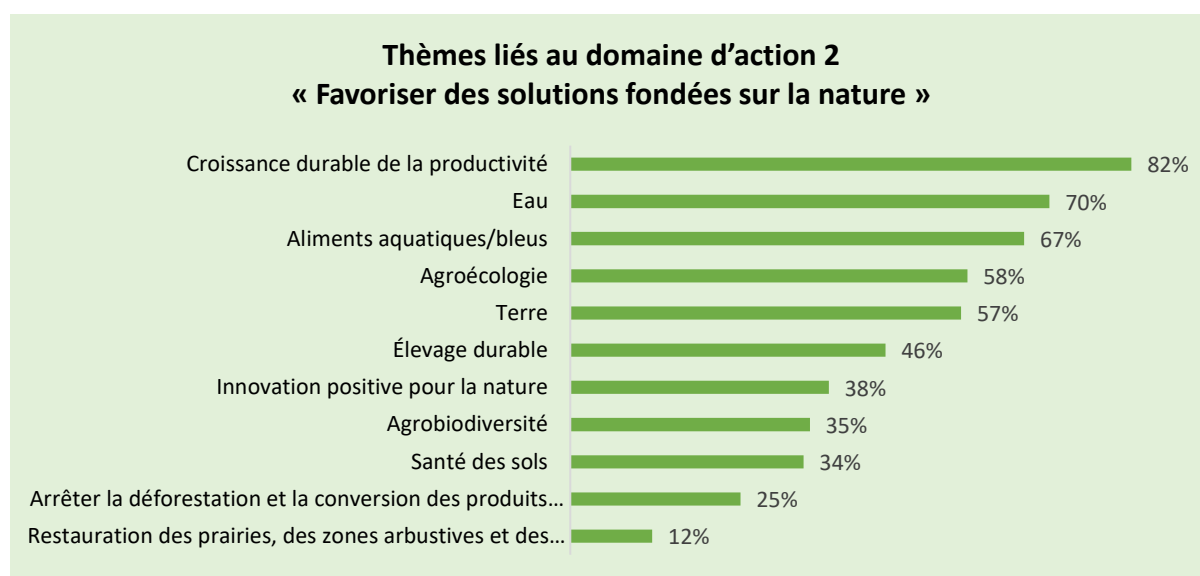
Graphique 2 - Occurrence des thèmes liés au domaine d'action 1 dans les feuilles de route

Domaine d'action 2 - Favoriser des solutions fondées sur la nature

108 des 111 feuilles de route nationales portent sur les thèmes prioritaires liés à ce domaine d'action.

Les thèmes spécifiques référencés par ordre de fréquence sont *Croissance durable de la productivité* dans 82 % des feuilles de route, *Amélioration de l'accès à l'eau douce* dans 70 % des feuilles de route, et *Augmentation de la production d'aliments aquatiques et bleus* dans 67 % des feuilles de route.

Les thèmes *Augmentation de la production agroécologique* (58 % des feuilles de route) et *Terre (notamment la répartition des terres)* (57 % des feuilles de route) sont également souvent cités, suivis par *Élevage durable* (46 %), *Innovation positive pour la nature* (38 %), *Agrobiodiversité* (35 %), *Santé des sols* (34 %), *Arrêt de la déforestation et de la conversion des terres* (25 %) et *Restauration des prairies* (12 %).



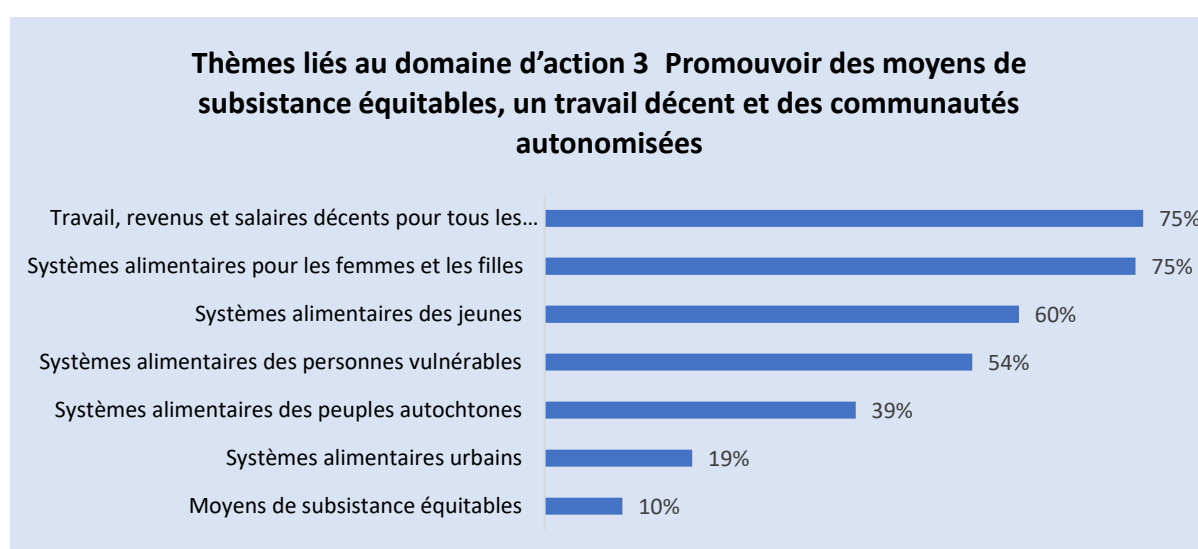
Graphique 3 - Occurrence des thèmes liés au domaine d'action 2 dans les feuilles de route

Domaine d'action 3 - Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomisées

102 des 111 feuilles de route nationales portent sur les thèmes prioritaires liés à ce domaine d'action.

Les thèmes spécifiques référencés par ordre de fréquence sont *Travail, revenus et salaires décents pour tous les travailleurs du système alimentaire* (75 %) et *Systèmes alimentaires pour les femmes et les filles* (75 %).

Les thèmes *Actions visant à inclure les jeunes dans tous les systèmes alimentaires* (60 %), *Attention portée aux populations vulnérables* (54%), et *Promotion des systèmes alimentaires des peuples autochtones* (39 %) ont également souvent été identifiés comme des priorités. Les autres thèmes cités sont *Systèmes alimentaires urbains* (19 %) et *Moyens de subsistance équitables* (10 %).



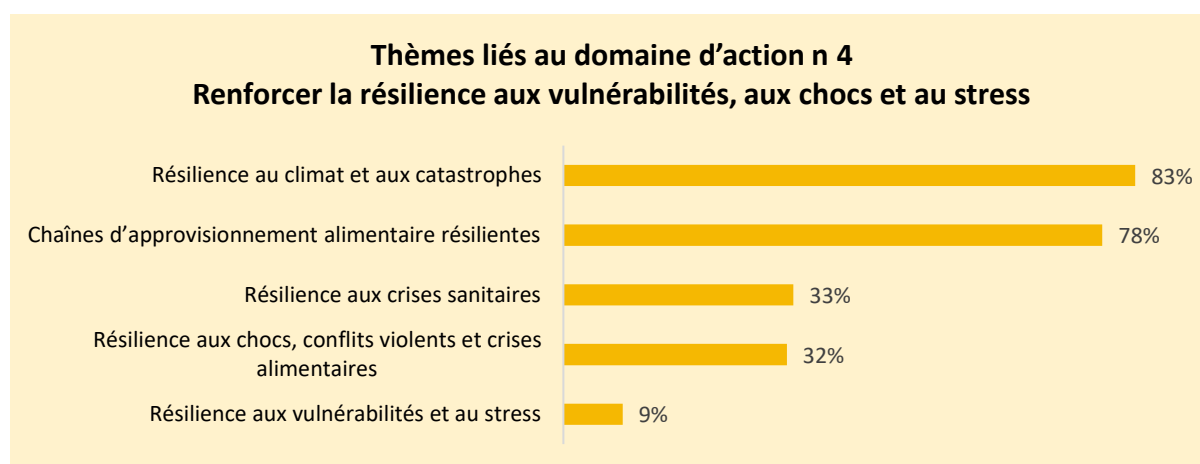
Graphique 4 - Occurrence des thèmes liés au domaine d'action 3 dans les feuilles de route

Domaine d'action 4 - Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

105 des 111 feuilles de route nationales portent sur des thèmes prioritaires liés à ce domaine d'action.

Les thèmes spécifiques référencés par ordre de fréquence sont *Augmenter la résilience face au changement climatique et aux catastrophes* dans 83 % des feuilles de route et *Construire des chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes* dans 78 % des feuilles de route.

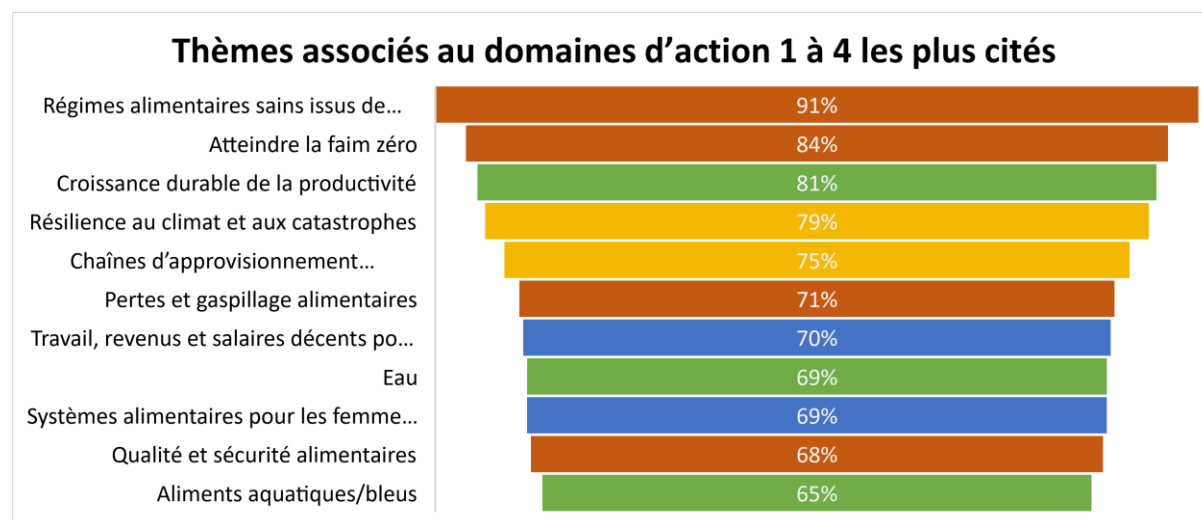
Parmi les autres thèmes cités, on trouve la Résilience des systèmes alimentaires face à une *crise sanitaire* (33 % des feuilles de route), face à un *conflit violent* (32% des feuilles de route) et face à d'autres chocs (9 % des feuilles de route).



Graphique 5 - Occurrence des thèmes liés au domaine d'action 4 dans les feuilles de route

Dans l'ensemble, chacune des 111 feuilles de route porte sur plusieurs thèmes. Le nombre total de thèmes par feuille de route varie de 3 à 31. Les thèmes des domaines d'action 1 à 4 les plus souvent identifiés sont : *Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde* (91 % des feuilles de route), *Atteindre la faim zéro* (84 % des feuilles de route), *Croissance durable de la productivité* (81 % des feuilles de route) et *Accroître la résilience face au changement climatique et aux catastrophes* (79 % des feuilles de route).

Le graphique 6 identifie les thèmes qui apparaissent dans plus de 60 % des feuilles de route.



Graphique 6 – Thèmes les plus souvent cités dans les feuilles de route

1.3 Moyens de mise en œuvre identifiés dans les feuilles de route

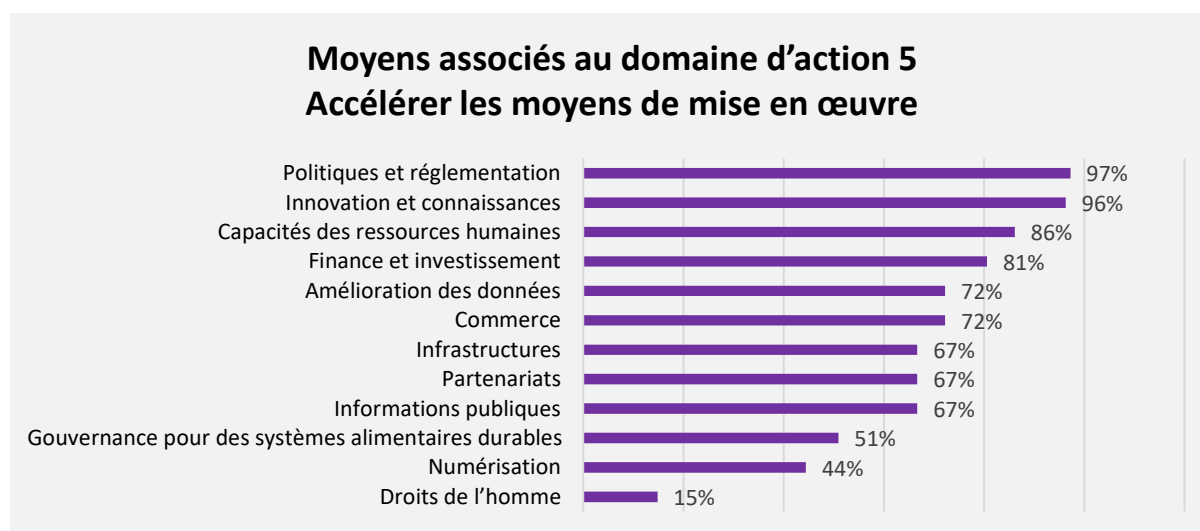
Dans les synthèses précédentes, le compte-rendu des Concertations a révélé l'importance des moyens permettant de réaliser les priorités thématiques spécifiées. Le domaine d'action 5 de la déclaration du Secrétaire général appelle à une accélération des moyens pour faciliter la mise en œuvre des thèmes exposés dans les domaines d'action 1 à 4.

Le tableau suivant résume les moyens souvent cités dans les feuilles de route.

Accélération des moyens de mise d'œuvre			
Amélioration des données	Gouvernance pour des systèmes alimentaires durables	Infrastructures	Politiques et réglementation
Numérisation	Capacités des ressources humaines	Innovation et connaissances	Informations publiques
Finance et investissement	Droits de l'homme	Partenariats	Commerce

Tableau 2 - Liste des moyens de mise en œuvre

108 des 111 feuilles de route nationales portent sur certains moyens de mise en œuvre spécifiques. Les moyens spécifiques identifiés par ordre de fréquence sont a) *Politiques et réglementation*, cités dans 97 % des feuilles de route, et b) *Innovation et connaissances*, cités dans 96 % des feuilles de route. Les moyens *Capacités des ressources humaines* (86 % des feuilles de route), *Finance et investissement* (81 % des feuilles de route), *Amélioration des données* (72 % des feuilles de route) et *Commerce alimentaire* (72 % des feuilles de route) ont également été mis en avant, suivis par *Infrastructures*, *Partenariats*, *Informations publiques*, *Gouvernance pour des systèmes alimentaires durables*, *Numérisation*, et *Accent mis sur les droits de l'homme*.



Graphique 7 - Occurrence des moyens liés au domaine d'action 5 dans les feuilles de route

1.4 Différences régionales

L'analyse des **thèmes** a été réalisée dans le cadre des feuilles de route regroupées par région². On compte cinq régions. Les thèmes identifiés dans plus de 70 % des feuilles de route de chaque région sont présentés par ordre de fréquence dans le tableau 3.

Parmi tous les thèmes, le thème *Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables* est le plus référencé dans trois régions et le deuxième dans les deux autres.

Le thème *Résilience au climat et aux catastrophes* est le plus référencé dans les Amériques (94 % des feuilles de route) et *Pertes et gaspillage alimentaires* est le plus référencé en Europe (93 % des feuilles de route). Le thème *Atteindre la faim zéro* est également souvent référencé, en particulier en Afrique et en Asie. Le thème *Gestion de l'eau* figure dans 84 % des feuilles de route d'Asie, *Aliments aquatiques* dans 83 % des feuilles de route d'Océanie, *Travail décent* dans 81 % des feuilles de route des Amériques, et *Élevage durable* dans 80 % des feuilles de route d'Europe.

L'analyse des **moyens** de mise en œuvre a également été réalisée dans le cadre des feuilles de route regroupées par région. Les moyens identifiés dans plus de 70 % des feuilles de route sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous.

² Ce sont des régions géographiques. L'annexe 2 détaille les pays inclus dans chaque « région ».

Thèmes prioritaires par région

Afrique – 37 feuilles de route nationales		Amériques – 16 feuilles de route nationales		Asie – 31 feuilles de route nationales		Europe – 15 feuilles de route nationales		Océanie – 12 feuilles de route nationales	
Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	94 %	Résilience au climat et aux catastrophes	94 %	Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	94 %	Pertes et gaspillage alimentaires	93 %	Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	92 %
Atteindre la faim zéro	89 %	Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	81 %	Atteindre la faim zéro	90 %	Régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tout le monde	93 %	Aliments aquatiques/bleus	83 %
Chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes	86 %	Travail, revenus et salaires décents pour tous les travailleurs des systèmes alimentaires	81 %	Croissance durable de la productivité	90 %	Élevage durable	80 %	Atteindre la faim zéro	75 %
Croissance durable de la productivité	83 %	Systèmes alimentaires pour les femmes et les filles	81 %	Qualité et sécurité alimentaires	90 %	Atteindre la faim zéro	73 %		
Systèmes alimentaires pour les femmes et les filles	81 %	Atteindre la faim zéro	75 %	Eau	84 %	Croissance durable de la productivité	73 %		
Résilience au climat et aux catastrophes	81 %	Pertes et gaspillage alimentaires	75 %	Résilience au climat et aux catastrophes	77 %				
Agriculture familiale	78 %	Croissance durable de la productivité	75 %	Pertes et gaspillage alimentaires	77 %				
Terre	78 %	Eau	75 %	Chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes	74 %				
Eau	78 %	Chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes	75 %						
Travail, revenus et salaires décents pour tous les travailleurs des systèmes alimentaires	78 %								
Aliments aquatiques/bleus	72 %								
Systèmes alimentaires des jeunes	72 %								

Tableau 3 – Thèmes récurrents cités dans les feuilles de route par région

Moyens de mise en œuvre prioritaires par région									
Afrique – 37 feuilles de route nationales		Amériques – 16 feuilles de route nationales		Asie – 31 feuilles de route nationales		Europe – 15 feuilles de route nationales		Océanie – 12 feuilles de route nationales	
Politiques et réglementation	100 %	Politiques et réglementation	100 %	Politiques et réglementation	100 %	Innovation et connaissances	100 %	Capacités des ressources humaines	92 %
Innovation et connaissances	97 %	Capacités des ressources humaines	93 %	Innovation et connaissances	97 %	Politiques et réglementation	87 %	Innovation et connaissances	92 %
Finance et investissement	92 %	Innovation et connaissances	93 %	Capacités des ressources humaines	93 %	Partenariats	73 %	Politiques et réglementation	92 %
Capacités des ressources humaines	83 %	Finance et investissement	87 %	Finance et investissement	87 %			Partenariats	83 %
Infrastructures	81 %	Informations publiques	87 %	Commerce	87 %			Gouvernance pour des systèmes alimentaires durables	75 %
Amélioration des données	75 %			Amélioration des données	80 %			Commerce	75 %
Commerce	72 %			Infrastructures	80 %				
				Partenariats	73 %				
				Informations publiques	70 %				

Tableau 4 - Moyens de mise en œuvre prioritaires par région

Encadré 2 – Déclarations des chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet sur les systèmes alimentaires

Au cours du Sommet sur les systèmes alimentaires, 163 États membres ont fait des déclarations, dont 77 prononcées par des chefs d'État ou de gouvernement. L'accent mis sur la collaboration mondiale, régionale et nationale est clair. La COVID-19, la sécurité alimentaire, la nutrition et les régimes alimentaires, la production durable et l'alimentation scolaire/nutrition des enfants ont été cités par beaucoup, comme le montre le graphique ci-dessous.

Reprise après la COVID-19 81	Sécurité alimentaire/ Éradication de la faim 65	Production durable 51	Soutien aux petits agriculteurs/ à l'agriculture familiale 40	Investissements/ Financement 36	Pertes et gaspillage alimentaires 28	Commerce (renforcer, réformer, subventions) 28		Approvisionnement alimentaire local/ Autosuffisance 27		
		Résilience, atténuation et adaptation au changement climatique 50	Sciences et technologie 39	Améliorer/ Augmenter/ Moderniser la production agricole 35	Autonomisation des femmes, des jeunes, des IP 25	Sécurité alimentaire 21		Santé/ One health/ MNT 18		
					Réduction de la pauvreté/ Moyens de subsistance décents 23	Aliments bleus/ Ressources marines 15	Conflit/ Catastrophes naturelles/ Crises 14	Formation 13		
	Collaboration/ Coopération 81	Nutrition/ Régimes 60	Retard de croissance des enfants/ Alimentation scolaire 43	Environnement/ Nature/ Biodiversité 38	Innovation/ Recherche 30	Inclusivité/ Équité/ Protection sociale 22	Engager le secteur privé 13	Coordination politique/ ministérielle/ sectorielle		WASH/gestion de l'eau 11
Consommation durable 12							Gouvernance des systèmes alimentaires 11	Infrastr... 9	Droits fonciers (accès, réforme) 9	

*Valeurs obtenues auprès des 163 États membres, codées par thèmes émergeant naturellement dans les déclarations

Graphique 7 – Principales priorités des déclarations des États membres au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Lors du Sommet, 103 feuilles de route nationales avaient été publiées sur la Passerelle. Plus d'un tiers de ces déclarations portent sur les feuilles de route, tandis qu'environ la moitié portent directement sur leurs Concertations nationales.

Cette approbation politique au plus haut niveau des Concertations nationales et du processus des feuilles de route a été considérée comme très précieuse par les Coordonnateurs nationaux et comme un élément essentiel pour aider à relier les éléments du gouvernement à la politique au niveau national.

Les transcriptions des déclarations des chefs d'État ou de gouvernement lors du Sommet sont disponibles à partir des liens suivants : [Documentation](#) | [Nations Unies](#)

2. ACTIONS EN COURS

Cette section décrit les façons dont les feuilles de route sont utilisées pour guider et éclairer les actions dans les différents pays. Elle identifie les activités en cours, quantifie ces actions lorsque c'est possible, et fournit des exemples de la manière dont ces activités se manifestent dans la pratique.

Cette section utilise, comme source, les rapports des Coordonnateurs nationaux et de leurs collaborateurs (les « équipes de coordination ») qui comprennent souvent les Coordonnateurs résidents des Nations Unies dans le pays et leur personnel, ainsi que des représentants de différentes entités activement impliquées dans les systèmes alimentaires au sein des équipes pays des Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires de soutien, y compris (pour les nations africaines) l'Agence de développement de l'Union africaine. Les équipes de coordination sont invitées à participer aux « séances hebdomadaires de Liens avec les Coordonnateurs », qui sont des forums ouverts où des mises à jour sont partagées par les Coordonnateurs nationaux ou en leur nom. Au cours des séances, les Coordonnateurs étudient et partagent des perspectives sur les façons dont la transformation des systèmes alimentaires avance dans leurs pays. Cette section s'appuie également sur les informations partagées lors des réunions entre les équipes de coordination nationales et le Service de soutien aux Concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires, qui a accompagné les Coordonnateurs dans le développement et l'utilisation de leurs feuilles de route. 148 États membres ont désigné un Coordonnateur national. Depuis le Sommet, le Service de soutien aux Concertations du SSA a été en contact avec 132 équipes de coordination (elles n'ont pas toutes été en contact tout au long du travail). 111 d'entre elles travaillent sur la base d'une feuille de route partagée publiquement sur la Passerelle. La plupart des autres continuent à organiser des Concertations et des ateliers pour préparer leur feuille de route nationale.

Les informations fournies par les Coordonnateurs nationaux indiquent que les Concertations et les feuilles de route sont utilisées de diverses manières pour éclairer et enrichir la transformation des systèmes alimentaires nationaux. Les modalités d'utilisation des feuilles de route sont regroupées en trois rubriques. Sous chaque rubrique, des questions spécifiques sont étudiées avec des illustrations de la manière dont elles sont traitées. Les trois rubriques sont les suivantes.

- Les feuilles de route sont-elles utilisées lors de l'engagement avec les décideurs sur les questions relatives aux systèmes alimentaires ?
- Les feuilles de route sont-elles utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires dans différents contextes et à plusieurs niveaux ?
- Les feuilles de route sont-elles utilisées pour encourager l'implication de cercles de plus en plus larges de parties prenantes dans la transformation des systèmes alimentaires ?

2.1 Les feuilles de route sont-elles utilisées lors de l'engagement avec les décideurs sur les systèmes alimentaires ?

2.1.1. Les feuilles de route sont-elles liées au processus politique ?

Les feuilles de route ont été élaborées dans l'intention d'engager et d'éclairer les décideurs sur la transformation des systèmes alimentaires, afin de les préparer à l'avenir. De nombreux Coordonnateurs rapportent que les décideurs utilisent les feuilles de route dans les processus politiques. Dans certains cas, elles sont soumises à plusieurs étapes de soutien politique, depuis les ministères jusqu'aux comités

ministériels (ou cabinets), puis jusqu'aux chefs d'État à des fins d'approbation. Ce soutien a donné lieu à de nombreuses déclarations nationales à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires³, qui reflètent le contenu des feuilles de route nationales : elles indiquent dans quelle mesure les feuilles de route ont été approuvées, comment elles sont utilisées et les priorités émergentes pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux. Les Coordonnateurs rapportent également que si une feuille de route n'est pas soutenue par les instances politiques pertinentes (au sein des juridictions locales ou par le gouvernement national), elle risque d'être marginalisée ou négligée au moment d'élaborer des stratégies ou de prendre des décisions budgétaires.

Les Coordonnateurs et leurs équipes qui travaillent à l'élaboration des feuilles de route ont donc pour priorité de s'assurer que les feuilles de route sont prises en compte dans les processus de décision et d'approbation politique. Les Coordonnateurs continuent de se lier à ces processus au fur et à mesure que les feuilles de route sont développées. Cette intégration des feuilles de route dans la prise de décision est particulièrement pertinente étant donné que le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé des plans pour un bilan des transformations des systèmes alimentaires nationaux en 2023 : dans ce contexte, il est à la fois important et valable que l'attention continue de se porter sur les feuilles de route nationales.

Dans l'ensemble, 99 Coordonnateurs (75 %⁴) décrivent comment les feuilles de route sont utilisées dans les processus politiques.

Au **Bhoutan**, les huit feuilles de route de transformation vers des systèmes alimentaires pour le bonheur national brut ont été approuvées par le Cabinet et l'organe de décision le plus élevé du ministère de l'Agriculture et des Forêts : Les ressources naturelles renouvelables - Comité du Bonheur national brut. Le premier ministre et le ministre de l'Agriculture et des Forêts ont également signé l'avant-propos du document, exprimant ainsi leur engagement. Les feuilles de route s'alignent étroitement sur les contributions déterminées au niveau national pour réduire les émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique, ainsi que sur la stratégie de développement à faibles émissions du Bhoutan pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage.

Aux **Émirats arabes unis (EAU)**, la feuille de route nationale s'appuie sur 26 points d'action récemment identifiés et approuvés par le Cabinet. Leurs actions nationales comprennent une nouvelle zone d'innovation et de durabilité agricoles annoncée par le premier ministre. Le gouvernement des EAU, à tous les niveaux, a adopté une approche inclusive consistant à forger des partenariats stratégiques, y compris au niveau international où ils ont travaillé en collaboration avec le secrétaire américain Vilsack, notamment dans le cadre de leur initiative « Agriculture Innovation Mission for Climate ([AIM for Climate](#)) ».

Les engagements exprimés par le gouvernement de **Sierra Leone** lors du Sommet sur les systèmes alimentaires et du Sommet sur la nutrition pour la croissance en 2021 ont été regroupés dans un rapport de synthèse. Ce rapport décrit les feuilles de route stratégiques de transformation des systèmes alimentaires que le président s'est engagé à soutenir. Une ligne budgétaire pour la nutrition a pour la première fois été incluse dans le budget national, et un plan de travail annuel comprenant des actions prioritaires pour la mise en œuvre de chaque feuille de route stratégique soutiendra la mobilisation de ressources supplémentaires.

³ Voir l'Encadré 2 page 9

⁴ Dans ce chapitre, les pourcentages sont calculés en utilisant 132 pays comme dénominateur.

2.1.2. Les feuilles de route sont-elles intégrées aux politiques et stratégies nationales ?

Certains Coordonnateurs rapportent que la concrétisation des visions exposées dans les feuilles de route nationales exige des changements dans les politiques et les plans nationaux, et que ceux-ci peuvent nécessiter des modifications dans la conception, la mise en œuvre, la coordination et le financement des différentes stratégies sectorielles. Les Coordonnateurs veillent à ce que les priorités des feuilles de route soient intégrées aux politiques, stratégies et plans nationaux, et ne soient pas traitées comme des propositions de projets indépendants. Les Coordonnateurs rapportent également que lorsque les priorités des voies nationales sont intégrées aux processus politiques, elles ont plus de chances d'être financées par les gouvernements et de recevoir le soutien des partenaires.

Les Coordonnateurs indiquent que l'intégration des feuilles de route dans les processus politiques est plus susceptible de se produire si les feuilles de route sont alignées sur les politiques nationales existantes. Cet alignement se reflète souvent dans l'objectif des feuilles de route nationales (une voie vers des systèmes alimentaires durables et équitables à l'horizon 2030) : certaines feuilles de route indiquent comment les actions prioritaires peuvent être divisées en éléments distincts appartenant à différentes parties prenantes et entités.

92 Coordonnateurs (70 %) ont décrit comment ils travaillaient pour garantir l'intégration des visions et des priorités définies dans les feuilles de route dans les plans de développement nationaux, les plans nationaux de réalisation des ODD, ainsi que les stratégies nationales pour la sécurité alimentaire, l'agriculture, la nutrition, etc.

Dans le cadre d'une série de 16 Concertations multipartites avec une forte participation des agriculteurs, le gouvernement de l'**Eswatini** a identifié les facteurs de changement et les feuilles de route à suivre pour transformer le système alimentaire du pays. Les domaines prioritaires identifiés sont maintenant intégrés dans le plan de développement national du pays, le plan d'adaptation national et le plan d'investissement national pour l'agriculture.

La feuille de route du **Kenya** pour des systèmes alimentaires durables s'appuie sur les engagements et stratégies existants, en particulier le programme « Big 4 Agenda » du gouvernement (pilier de la sécurité alimentaire et nutritionnelle), la Vision 2030 (avec l'agriculture comme secteur prioritaire dans le cadre du pilier économique et macroéconomique), et la Stratégie de croissance et de transformation du secteur agricole. Grâce au processus des Concertations sur les systèmes alimentaires, d'autres aspirations ont été identifiées dans la feuille de route et des actions ont été définies, principalement dans les domaines de la jeunesse, de l'innovation numérique, des régimes alimentaires diversifiés et du changement climatique.

Le **Mexique** travaille à la formulation et à la publication d'une stratégie nationale pour une alimentation saine, juste et durable qui adopte une approche systémique et aborde tous les éléments clés, de la production à la consommation (y compris un programme pour le changement de comportement alimentaire). Après sa publication, le programme budgétaire relatif à la « prévention et au contrôle de la surcharge pondérale, de l'obésité et du diabète » sera adapté pour répondre aux actions définies dans la stratégie.

Le développement de la feuille de route de l'**Uruguay** est le résultat d'un effort conjoint de différents ministères, basé sur les résultats de leur Concertation nationale, le quatrième rapport volontaire national de l'Uruguay (2021) sur les ODD, et d'autres documents de planification nationaux tels que les stratégies, les plans, les programmes, ainsi que les législations nationales. Elle porte sur les développements institutionnels normatifs existants et les expériences réussies déjà consolidées, ce qui permet d'éviter un doublon inutile de programmes et d'autres formes de plans nationaux.

Le **Pérou** reliera la feuille de route nationale aux instruments du système de planification nationale afin de connecter ses actions aux politiques, institutions et lignes budgétaires existantes. Par exemple, il est prévu d'intégrer la feuille de route à sa politique de sécurité alimentaire ainsi qu'à ses plans opérationnels et stratégiques.

Au **Vanuatu**, le processus de rédaction de la feuille de route nationale a fourni une occasion opportune de revoir et de mettre à jour la Politique pour une alimentation saine du Vanuatu, une politique alimentaire multipartite lancée en 2020. Les principes des systèmes alimentaires et les stratégies des feuilles de route nationales ont été intégrés, tout comme les réflexions et les leçons tirées de la COVID-19, des impacts du cyclone tropical Harold et de la chute de cendres volcaniques. Dans le cadre de cette révision, un nouveau Conseil des systèmes alimentaires a été proposé et son mandat a déjà été rédigé. L'engagement avec la société civile et le secteur privé a également été renforcé. Un examen de la Politique nationale de nutrition est en outre réalisé par le ministère de la Santé avec le soutien de l'OMS. Cette révision s'appuiera à la fois sur la feuille de route nationale et sur la mise à jour de la Politique pour une alimentation saine.

2.1.3. Existe-t-il des étapes et des mécanismes d'examen, de suivi et d'évaluation ?

Comme indiqué à la section 1.1, la plupart des feuilles de route nationales commencent par une vision des systèmes alimentaires nationaux à l'horizon 2030, présentent les décisions à prendre et les actions à privilégier, ainsi que les moyens de mise en œuvre, notamment l'engagement et la coordination des parties prenantes, le suivi et l'examen. Certaines feuilles de route suggèrent des étapes explicites pour l'action et des mécanismes de suivi de la mise en œuvre qui comprennent l'examen, le suivi, le contrôle, l'évaluation et la responsabilité financière. Les Coordonnateurs considèrent qu'il est utile de se connecter aux processus de suivi et d'évaluation existants qui correspondent aux ambitions des feuilles de route nationales et peuvent être appliqués pendant la période d'utilisation des feuilles de route pour guider la mise en œuvre.

Les Coordonnateurs privilégient l'intégration de processus de révision explicites dans les feuilles de route afin de déterminer si l'étendue des progrès réalisés est conforme aux ambitions d'action et d'impact. Les processus sont d'autant plus utiles qu'ils comportent des activités d'apprentissage intégrées qui facilitent l'adaptation continue des feuilles de route à la lumière des progrès accomplis.

Après le Sommet, la **République-Unie de Tanzanie** a poursuivi les consultations sur le projet de feuille de route nationale avec les ministères, le secteur privé et d'autres parties prenantes, en se concentrant en particulier sur le plan de mise en œuvre et les rôles des parties prenantes. Les prochaines étapes comprennent l'élaboration d'un plan d'action pour les solutions innovantes identifiées, l'analyse et la cartographie systématiques des politiques et des projets liés aux systèmes alimentaires soutenus par différentes organisations, et une cartographie des parties prenantes à différents niveaux afin de mettre en œuvre des solutions innovantes. Un cadre de suivi et d'évaluation basé sur les résultats sera par ailleurs élaboré, ainsi qu'une feuille de route jusqu'en 2023.

Les entités de coordination au **Guatemala**, avec le soutien des agences des Nations unies basées à Rome, ont élaboré une proposition pour suivre les engagements pris par le pays dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires. La proposition, qui a déjà été soumise aux autorités à des fins d'approbation, comprend une liste d'actions proposées en matière de contrôle et de suivi, entre autres.

L'**Irlande** encadre sa feuille de route nationale par sa stratégie Food Vision 2030, une stratégie décennale pour le secteur agroalimentaire irlandais qui a été approuvée par le gouvernement. La stratégie Vision alimentaire 2030 comprend 200 actions pour atteindre les objectifs et missions identifiés et détaille l'alignement entre ces objectifs et les ODD pertinents. Des mécanismes de surveillance et de suivi sont présentés, notamment la création d'un comité de mise en œuvre de haut niveau.

Les éléments de la feuille de route nationale du **Tuvalu** sont alignés sur la Stratégie pour une alimentation saine du Tuvalu. Les activités en cours comprennent l'élaboration d'un cadre logique qui décrit les activités et leur calendrier, les répercussions sur le budget national, l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre et les responsabilités des différentes parties prenantes. Une fois le cadre logique achevé, il est prévu d'organiser une « Concertation de vérification » avec toutes les parties prenantes concernées, puis de soumettre la feuille de route révisée au Cabinet à des fins d'approbation finale.

Pour soutenir la mise en œuvre de la feuille de route nationale de la **Suisse** pour la transformation des systèmes alimentaires, qui est alignée sur la Stratégie nationale de développement durable 2030, un plan d'action 2021-2023 a été élaboré. Le plan d'action définit des mesures et des étapes concrètes et donne un aperçu de la manière dont chaque mesure est liée aux autres stratégies et politiques sectorielles et aux documents de planification. Le plan d'action sera révisé et adapté sur une base quadriennale. Début 2024, le Conseil fédéral approuvera un nouveau plan d'action pour la période 2024-2027 comprenant des mesures de politique fédérale supplémentaires.

2.1.4. Les feuilles de route encouragent-elles un travail intersectoriel plus systématique ?

L'approche des systèmes alimentaires reconnaît que l'alimentation est présente dans de nombreux secteurs du gouvernement, dans tous les ODD et dans de nombreuses disciplines scientifiques. Au minimum, les ministères et départements responsables de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie, des transports, de l'environnement, de la santé, de la nutrition, du bien-être social, ainsi que de la planification

économique, des finances, des ressources humaines et des administrations décentralisées, ont tous un rôle à jouer. Le processus des Concertations a été conçu pour encourager la participation de plusieurs secteurs du gouvernement. Au fur et à mesure de l'élaboration et de la mise en œuvre des feuilles de route nationales, les Coordonnateurs ont continué à rechercher et à encourager la collaboration intersectorielle. Il s'agit notamment d'instituer, ou de revitaliser et de renforcer des groupes de travail interministériels afin d'institutionnaliser cette approche et de formaliser une coopération et une collaboration accrues.

70 Coordonnateurs (53 %) ont déclaré avoir institué ces modalités dans le cadre de leur approche de mise en œuvre.

Pour coordonner les différentes directives liées au Sommet, le gouvernement du **Chili** a formé un comité national pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, dirigé par le ministère des Affaires étrangères et composé également des ministères suivants : Développement social et Famille, Santé, Éducation, Agriculture, Économie et Environnement. Le comité, qui continue de superviser le suivi du Sommet, a élaboré les fondements de la feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires, qui sera développée au cours des prochains mois, en collaboration avec les nouvelles autorités.

Le **Mozambique** s'appuie sur le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSAN), existant et dirigé par le premier ministre. Cet organe interministériel de haut niveau est soutenu techniquement par le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et vise à travailler à des niveaux décentralisés par le biais des conseils de sécurité alimentaire et nutritionnelle des provinces et des districts.

En **Géorgie**, les Concertations nationales et le processus des feuilles de route ont nécessité une forte collaboration interministérielle. En conséquence, le Conseil intergouvernemental formé il y a plusieurs années pour élaborer la Stratégie nationale de développement rural a été relancé. Ce Conseil, qui comprend neuf ministères concernés et onze entités juridiques, a joué un rôle déterminant pour assurer la coordination des priorités intersectorielles clés, notamment le changement climatique, le développement durable, le développement rural et la croissance économique inclusive. En outre, un comité civil a été créé afin d'améliorer le dialogue entre les représentants civils et le Conseil.

2.1.5. Les feuilles de route contribuent-elles à de nouvelles formes de gouvernance ?

Des feuilles de route sont utilisées alors que de nouvelles formes de gouvernance des systèmes alimentaires⁵ émergent. Celles-ci se fondent sur des réévaluations de la valeur des denrées alimentaires sous différents angles qui conduisent à un intérêt pour le réexamen des réglementations, des lois et des incitations pertinentes, ainsi que des moyens de soutien et de protection des producteurs, compte tenu des incertitudes auxquelles ils sont confrontés, mais aussi des consommateurs. Celles-ci peuvent évoluer en raison du changement climatique, des conflits, des maladies et d'autres tendances. Au fur et à mesure que

⁵ « La gouvernance des systèmes alimentaires est un processus sur mesure par lequel les sociétés négocient, mettent en œuvre et évaluent les priorités collectives de la transformation des systèmes alimentaires tout en construisant une compréhension partagée des synergies et des compromis entre divers secteurs, échelles et parties prenantes. » – Note d'orientation du SSA des Nations Unies sur la gouvernance de la transformation des systèmes alimentaires, incluse dans le [Recueil pour le Sommet sur les systèmes alimentaires](#)

les feuilles de route sont développées et utilisées, il existe une exploration constante de la façon dont les formes existantes de gouvernance du système alimentaire s'alignent sur les ambitions exprimées dans la vision de la feuille de route. Dans certains pays, les processus de concertation utilisés lors de l'élaboration des feuilles de route se poursuivent alors que des changements de gouvernance sont à l'étude.

En **Afrique du Sud**, les parties prenantes ont convenu, au cours des Concertations, de renforcer et de financer l'organe de coordination de la sécurité alimentaire déjà existant. Par conséquent, le Comité pour la sécurité alimentaire, qui relevait du ministère de l'Agriculture, a été rétabli et est devenu le Conseil de sécurité alimentaire, sous la direction du bureau du président. Il comprend cinq ministères, le secteur privé, les partenaires du développement et les organisations communautaires.

Après le Sommet sur les systèmes alimentaires, l'équipe de coordination de l'**Égypte** s'est attachée à maintenir l'engagement des secteurs et des parties prenantes, à renforcer la coordination entre les agences et à établir des moyens de mise en œuvre. Il est prévu d'établir un mécanisme multipartite pour la coordination des systèmes alimentaires nationaux.

À la suite des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires qui se sont tenues au **Koweït**, le gouvernement a mis en place un comité chargé d'évaluer la sécurité alimentaire et de l'eau, composé de 16 membres représentant différentes parties prenantes, notamment le gouvernement, le secteur privé et des organisations de la société civile. Son mandat consiste à évaluer l'état actuel de la sécurité alimentaire et de l'eau dans le pays et de mettre en œuvre la vision et les actions de la feuille de route nationale des systèmes alimentaires, en examinant et, si nécessaire, en reformulant les politiques existantes, et en surveillant la mise en œuvre.

En **Indonésie**, la création d'une nouvelle agence nationale de l'alimentation est à l'étude. Il est prévu que ce nouvel organe de coordination des systèmes alimentaires facilite et coordonne la transformation des systèmes alimentaires et développe des fonctions stratégiques.

Pour faciliter la mise en œuvre de la feuille de route, la **République dominicaine** a créé 8 coalitions de travail nationales, composées de toutes les entités participant aux Concertations et inspirées des Pistes d'action du Sommet et des coalitions mondiales. Chaque coalition nationale sera dirigée par une entité qui servira de point focal et intégrera toutes les autres selon les besoins.

2.1.6. Les feuilles de route encouragent-elles le développement de plans et de stratégies d'investissement pour une coopération technique, commerciale et financière à long terme ?

Les Coordonnateurs partagent et étudient des feuilles de route avec un large éventail de partenaires clés issus des secteurs universitaire, commercial et financier, dans l'intention de développer des approches coopératives pour la mise en œuvre. Ces partenaires sont dans les pays, mais aussi dans les institutions mondiales et régionales : ils se regroupent également dans des coalitions d'action.

La feuille de route nationale pour les systèmes alimentaires du **Tadjikistan** identifie des interventions stratégiques pour chaque objectif, qui sont exposées dans un plan d'action avec des délais, des indicateurs et les responsabilités des différentes parties prenantes. L'étape suivante consistera à élaborer un plan d'investissement afin d'attirer les fonds des partenaires de développement pour la mise en œuvre des mesures prévues et faire ainsi progresser la transformation des systèmes alimentaires.

Les objectifs identifiés dans la voie de transformation des systèmes alimentaires du **Ghana** sont exprimés dans le cadre de développement à moyen terme du Ghana de 2022 à 2025. Les intentions de l'équipe de coordination des Concertations pour 2022 comprennent la mise à jour de la stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme et l'élaboration d'un plan d'investissement fournissant des orientations au gouvernement afin de prioriser les investissements pour la transformation des systèmes alimentaires.

La feuille de route nationale du **Sénégal** pour la transformation du système alimentaire identifie 11 domaines d'investissement essentiels à l'opérationnalisation de la feuille de route, avec un investissement total requis estimé à plus de 4 milliards de dollars US. La feuille de route décrit les engagements initiaux liés aux mesures fiscales et politiques nécessaires d'ici à 2030. Il s'agit notamment de réductions de la TVA sur les facteurs de production et les produits destinés au traitement de la malnutrition aiguë et à l'enrichissement des aliments, d'exonérations fiscales pour la fourniture d'énergie renouvelable aux systèmes d'agriculture biologique et d'exonérations fiscales pour les start-ups dirigées par des jeunes dans le secteur tertiaire des zones rurales.

La feuille de route de **Samoa** comprend 14 actions interconnectées et se renforçant mutuellement, qui s'inscrivent dans le cadre des Pistes d'action du Sommet. Il s'agit d'un document évolutif qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de développement national pour 2040, de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du prochain Plan sectoriel pour l'agriculture et la pêche. Des travaux sont actuellement en cours pour préparer des plans d'action détaillés, qui comprendront les coûts annexes et les besoins en ressources techniques.

L'Équipe technique nationale du **Rwanda** travaille avec différents ministères pour revoir les politiques, les programmes, et les stratégies sectorielles existants. Il s'agit notamment de déterminer comment les indicateurs des systèmes alimentaires peuvent être facilement incorporés pour soutenir les solutions innovantes identifiées dans la feuille de route nationale. Les principales étapes seront intégrées aux processus de planification budgétaire et les rôles et responsabilités de chaque ministère ou partenaire seront clarifiés.

2.2. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires dans différents contextes et à plusieurs niveaux ?

2.2.1. Les feuilles de route englobent-elles les besoins et les processus infranationaux ?

Les feuilles de route nationales sont adaptées pour être utilisées par les administrations décentralisées, chacune ayant ses propres processus politiques, et avancées de manière à tenir compte des contextes spécifiques et des différences entre provinces, villes, zones économiques et territoires. Les Coordonnateurs de plusieurs pays ont étudié le développement des feuilles de route au niveau infranational à l'étape 2 des Concertations nationales. Ils continuent d'insister sur le fait que les feuilles de route doivent être liées aux circonstances locales spécifiques et aux habitants de la localité.

26 Coordonnateurs ont rapporté des exemples spécifiques de la manière dont les feuilles de route continuent de progresser dans les contextes infranationaux.

Le processus des Concertations au **Malawi** a atteint la moitié des districts locaux. Par conséquent, les priorités au niveau des districts et des provinces ont été identifiées et indiquées dans la feuille de route nationale. L'un des engagements pris par les autorités nationales et de district est d'utiliser les priorités des feuilles de route nationales dans les cadres de planification de district et la planification annuelle.

La politique alimentaire du **Royaume-Uni** (R.-U.) est décentralisée. Toutes les nations du Royaume-Uni reconnaissent la nécessité d'une transformation substantielle du système alimentaire actuel pour atteindre les ODD et accroître la durabilité et la résilience des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des boissons, tout en réduisant leurs impacts environnementaux. La feuille de route du Royaume-Uni s'appuie sur les Concertations menées par toutes les nations du Royaume-Uni sur les stratégies de transformation du système alimentaire britannique.

L'une des actions proposées dans la feuille de route nationale de la **Serbie** est la création d'un mécanisme multisectoriel dans le prolongement du processus de l'année précédente. Il s'agirait de mettre en place une forme continue de Concertations locales pour planifier et coordonner les actions visant à développer des systèmes alimentaires adaptés au contexte et inclusifs dans le pays. Ce mécanisme multisectoriel impliquerait, au minimum, les principales parties prenantes et les ministères concernés par la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La feuille de route pour la transformation des systèmes alimentaires du **Nigéria** est mise en œuvre par le biais de trois priorités clés, dont l'une consiste à encourager les États du Nigéria à créer des domaines agricoles pour offrir une formation agricole aux jeunes tout en augmentant la sécurité alimentaire et l'autosuffisance des États.

Au **Burundi**, les équipes pays des Nations Unies se sont réunies dans le cadre d'un programme conjoint pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de la mise en œuvre de la feuille de route nationale. Le programme sera progressivement développé dans tout le pays après l'identification de zones d'intervention spécifiques et de chaînes de valeur à cibler.

2.2.2. Les feuilles de route encouragent-elles la coopération entre les nations en matière de transformation des systèmes alimentaires ?

Les feuilles de route sont déjà utilisées pour encourager la coopération entre nations voisines, au sein des sous-régions et des régions (notamment par le biais de coalitions). Les problèmes auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires nationaux sont souvent similaires d'une zone géographique à l'autre et les Coordonnateurs soulignent souvent l'intérêt d'utiliser des feuilles de route pour faciliter le partage des connaissances et des approches. Le potentiel de la coopération transfrontalière est étudié par les Coordonnateurs lors de leurs sessions hebdomadaires de Liens avec les Coordonnateurs, qui sont conçues pour faciliter les connexions entre les Coordonnateurs dans les régions géographiques. Outre le renforcement des groupements régionaux existants (tels que l'Union africaine avec la [position commune africaine sur les systèmes alimentaires](#), l'Amérique latine s'appuyant sur ses [seize messages clés pour le Sommet](#) ou la Communauté du Pacifique avec sa [voix pour le Pacifique bleu lors du Sommet](#)), ces sessions ont mis en évidence des sous-régions spécifiques où la coopération peut être particulièrement utile, comme le Grand Mékong et le Conseil de coopération du Golfe, où des caractéristiques géographiques et climatiques similaires font que les pays sont confrontés à de nombreux problèmes semblables.

Peu après le Sommet, la **Turquie** a organisé une réunion dans le cadre de la CEMN (Coopération économique de la mer Noire) à laquelle ont participé 12 pays voisins et dix agences régionales et internationales. Les liens collectifs entre l'agriculture, la santé et l'environnement ont été reconnus ainsi que le grand nombre de personnes impliquées dans l'économie rurale dans la région. Les domaines suggérés pour une future collaboration comprennent la compétitivité des chaînes de valeur, l'utilisation efficace des ressources en eau et le commerce.

La **Thaïlande** étudie les moyens de renforcer les systèmes alimentaires pour atteindre les objectifs de développement durable dans la sous-région du Grand Mékong. Le ministère thaïlandais de l'Agriculture et des Coopératives officialise un projet de collaboration avec l'Institut du Mékong, les pays voisins de la région, les organisations des Nations Unies et les partenaires du développement.

La plupart des équipes de coordination en **Amérique latine** accueillent favorablement l'échange de bonnes pratiques avec les pays voisins. Elles ont identifié plusieurs points sur lesquels elles aimeraient apprendre davantage des autres pays. Les expériences en matière d'étiquetage des denrées alimentaires sur les emballages, d'achats publics, de pertes et de gaspillage de denrées alimentaires et nutritionnelles figurent parmi les thèmes les plus cités pour les échanges entre pays.

Plusieurs équipes de coordination d'**Amérique centrale** ont exprimé leur intérêt pour l'organisation d'une deuxième Concertation intergouvernementale régionale par le biais du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), après l'expérience positive de la Concertation du SICA organisée l'année précédente et promue par le Costa Rica dans le cadre du Sommet.

Grâce aux sessions de Liens avec les Coordonnateurs organisées par le Service d'appui aux Concertations, le Coordonnateur national du **Niger** a établi des contacts réguliers avec les équipes de coordination des Concertations nationales au Tchad, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire afin de définir des questions communes telles que le besoin urgent d'une approche liée à la paix et au développement.

Dans le cadre de la plateforme méditerranéenne des systèmes alimentaires durables (SFS-MED), une initiative multipartite, **l'Albanie** étudiera, conjointement avec d'autres pays méditerranéens, les moyens de poursuivre la Concertation régionale et de partager les expériences et les leçons autour du régime méditerranéen, de l'agrotourisme et de la conservation de la biodiversité par le biais d'initiatives locales.

En préparation du Sommet, **l'Île Maurice** a mené une Concertation régionale avec les Coordonnateurs nationaux et les équipes de soutien de cinq îles de l'océan Indien. Après le Sommet, l'île Maurice et les Seychelles ont organisé un événement d'échange de connaissances sur les systèmes alimentaires nationaux. L'objectif de l'événement était de réunir les parties prenantes pour discuter des différents facteurs favorables et des contraintes liées au développement de systèmes alimentaires durables dans les deux nations insulaires.

Lors de l'événement Food Systems for the **Great Lake Region** organisé au Malawi, le pays voisin, **la Zambie** a partagé son expérience en matière d'intégration de la pêche dans sa stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les communautés économiques régionales ainsi que de multiples parties prenantes des pays de la région ont souligné l'importance de partager ce type d'expériences.

La **Guyane** est actuellement le principal responsable de l'agriculture, de la diversification agricole et de la sécurité alimentaire au sein de la Communauté des Caraïbes (**CARICOM**). Elle est aussi le fer de lance de la réduction de 25 % de la facture des importations alimentaires de la région à l'horizon 2025. La proposition a été élaborée par un Groupe de travail ministériel spécial sur la production et la sécurité alimentaires, composée de 15 ministres de l'Agriculture et d'autres hauts fonctionnaires de la région, et présidée par le Coordonnateur de la Guyane.

2.2.3. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour intégrer les transformations des systèmes alimentaires à d'autres questions majeures ?

La transformation des systèmes alimentaires ne se fait pas indépendamment d'autres questions majeures aux niveaux national, régional et mondial. Il s'agit notamment de la reprise économique après la pandémie de COVID-19, de l'éducation, de l'emploi, de la protection sociale, des migrations, de la numérisation, de l'économie circulaire, de l'énergie, de l'eau, de la biodiversité et de l'atténuation, de l'adaptation et de la résilience au changement climatique. Les Coordonnateurs décrivent comment les feuilles de route sont

utilisées pour mettre en évidence des liens clairs entre le travail pour la transformation des systèmes alimentaires et d'autres transformations mondiales. Ils reconnaissent la nature interdépendante des systèmes et le fait que les liens entre les systèmes peuvent amplifier l'impact de l'activité, y compris le rythme et l'échelle du changement.

Certains des domaines prioritaires que l'**Arménie** a identifiés dans la feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires sont liés à d'autres questions essentielles telles que l'eau et l'éducation. Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une réforme de l'eau au cours des cinq prochaines années, en s'efforçant de créer un secteur de l'eau qui soit économiquement et écologiquement durable. Le gouvernement a également identifié l'éducation comme un facteur critique pour la transformation des systèmes alimentaires et prévoit de mobiliser des investissements dans les capacités humaines dans tous les segments du marché agricole. Cela comprend des réformes des systèmes d'éducation et de formation professionnelle afin d'impliquer les jeunes et d'améliorer les compétences des agriculteurs, mais aussi de former la main-d'œuvre.

Les objectifs décrits dans la feuille de route nationale de l'**Espagne** visant à promouvoir des systèmes alimentaires durables seront atteints par la mise en œuvre des différentes politiques et initiatives mentionnées dans le document. Ces politiques comprennent le plan stratégique national visant à mettre en œuvre la « Politique Agricole Commune » réformée de l'Union européenne, qui intègre les ambitions durables de l'accord vert européen et du programme « De la ferme à la fourchette ». Elles comprennent également des initiatives nationales liées à des sujets tels que l'économie circulaire, la numérisation et la transformation environnementale.

Le travail du **Gabon** en faveur de la transformation des systèmes alimentaires est fortement influencé par le lien du pays avec le Bassin du Congo. Le Coordonnateur a déclaré que l'agriculture durable, le développement durable et les systèmes alimentaires durables au Gabon sont nécessairement des systèmes qui tiennent compte de l'environnement et de la protection des écosystèmes, en accord avec la vision du président et le leadership du Gabon dans les négociations de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) de 2021.

La feuille de route ambitieuse du **Danemark** établit des liens avec les principales questions liées à la santé, à l'éducation et au climat. Ses quatre innovations révolutionnaires visent à atteindre les objectifs climatiques de l'accord de Paris en adoptant des modes de consommation sains et durables, en sensibilisant aux pertes et gaspillages alimentaires et en promouvant des chaînes de valeur sans déforestation. En garantissant une utilisation prudente des antimicrobiens et une prévention de la résistance, elle vise à contribuer à l'approche Une seule santé.

La pénurie d'eau et la pauvreté croissante sont des problèmes graves en **Jordanie**, aggravés par un afflux de réfugiés depuis 2013. La feuille de route nationale est liée à ces questions en recherchant des stratégies visant à améliorer la disponibilité et l'accès autonome à des aliments nutritifs et à des régimes alimentaires sains pour tous les habitants par la création d'un travail décent, de filets de sécurité, et d'un accès équitable aux ressources et aux services.

La feuille de route ambitieuse de la **République de Corée** vise à transformer son industrie agricole et ses affaires rurales afin de fournir un approvisionnement alimentaire stable et un accès universel à une alimentation saine et nutritive. Pour ce faire, la stratégie alimentaire nationale vise à garantir l'emploi dans le secteur agroalimentaire et à faciliter l'implantation dans les zones rurales. La technologie, les énergies renouvelables et des machines électriques seront développées pour assurer une production résiliente et neutre en carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

La feuille de route nationale de l'**Ukraine** établit des liens entre les systèmes alimentaires, l'efficacité énergétique et la production de bioénergie. La décarbonisation de l'agriculture et de la production alimentaire fait partie de la contribution déterminée au niveau national de l'Ukraine puisque le pays s'efforce d'atteindre la neutralité climatique de la production d'ici 2050.

Afin de mettre en œuvre l'approche stratégique des **Bahamas** pour faciliter la transformation des systèmes alimentaires, il est nécessaire de renforcer les capacités administratives de l'écosystème de gouvernance des systèmes alimentaires. Cela implique une formation spécifique pour renforcer les capacités d'exécution, de coordination, de réglementation et d'analyse dans tous les départements ministériels et organismes autonomes. La numérisation et la professionnalisation des services publics avec les incitations appropriées sont également primordiales pour soutenir les programmes de développement du secteur agroalimentaire, ce qui nécessite que toutes les parties prenantes, toutes disciplines confondues, s'engagent à agir.

2.2.4. Les feuilles de route favorisent-elles l'émergence de la transformation des systèmes alimentaires en tant qu'enjeu d'importance et d'action collective dans les cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ?

Dans les pays où les Nations Unies sont présentes, des stratégies de coopération liées aux ODD ont été convenues avec les gouvernements nationaux. Ces stratégies sont révisées tous les quatre ans : Les Coordonnateurs indiquent que des discussions sont en cours avec les équipes nationales des Nations Unies sur les approches collectives du système des Nations Unies qui combinent et maximisent les efforts des différentes agences des Nations Unies représentées dans leurs pays. Cela signifie une intention délibérée de voir les systèmes alimentaires figurer dans le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Les feuilles de route peuvent être utilisées comme base pour définir que la transformation des systèmes alimentaires nécessite une attention, une assistance et une action collective dans le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Dans au moins 29 pays (22 %), les Coordonnateurs et les équipes pays des Nations Unies ont identifié les systèmes alimentaires comme un domaine émergent ou prioritaire à inclure dans la prochaine itération de leurs Cadres de coopération des Nations Unies.

2.3. Les Concertations et les feuilles de route permettent-elles d'impliquer des cercles de parties prenantes de plus en plus larges ?

2.3.1. Les feuilles de route servent-elles de documents vivants revus et dynamisés lorsqu'elles sont utilisées ?

Les Coordonnateurs rapportent que les Concertations en cours peuvent contribuer à revoir et à dynamiser les feuilles de route. Les Concertations permettent d'exprimer et d'examiner des perceptions différentes des priorités et des progrès, afin d'adapter la feuille de route à la lumière de l'expérience. Pour que les feuilles de route servent de « documents vivants », cette mise à jour continue permet de les maintenir dans la conscience politique et publique. Pour que la transformation du système alimentaire soit réactive aux changements de l'environnement au sens large, cette forme de révision est très utile.

55 Coordonnateurs (42 %) ont décrit leur façon d'utiliser leurs feuilles de route comme documents vivants.

2.3.2. Les feuilles de route sont-elles utilisées pour impliquer des groupes de plus en plus diversifiés de parties prenantes ?

Dans la mesure où les feuilles de route sont utilisées pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires, de nombreux Coordonnateurs indiquent qu'ils continuent à encourager une implication plus large, dans le respect des différentes perspectives. Cela implique un effort conscient et délibéré pour entrer en contact avec un éventail de plus en plus large de parties prenantes. Cette diversité de contributions et d'engagements est une condition préalable à la durabilité de la mise en œuvre des feuilles de route et est essentielle pour que les feuilles de route constituent un axe de transformation durable.

Les feuilles de route sur les systèmes alimentaires fournissent une méthode qui permet de faciliter cet engagement croissant de parties prenantes de plus en plus diversifiées. Il s'agit notamment d'organisations publiques et privées, de la recherche, de la société civile, des femmes, des jeunes, des populations autochtones, etc. Les Concertations conduisent à des cercles d'engagement toujours plus larges, qui encouragent de nouveaux modèles de connexions et de partenariats parmi des groupes aussi variés.

60 Coordonnateurs (45 %) ont indiqué qu'ils prévoyaient de continuer à mener des Concertations après le Sommet pour finaliser une feuille de route nationale ou pour accompagner sa mise en œuvre.

Sous l'impulsion du Sommet sur les systèmes alimentaires, des efforts spécifiques sont déployés pour inclure les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les petits exploitants et producteurs, les communautés vulnérables et les PME.

Au **Cambodge**, comme les Concertations nationales ont eu lieu à distance à cause des restrictions dues à la pandémie de COVID-19, plusieurs voix critiques n'ont pas pu être suffisamment entendues. Les Concertations se poursuivront après le Sommet, du niveau national au niveau communautaire, notamment avec les agriculteurs, les pêcheurs, les communautés tributaires des forêts, les minorités ethniques, les femmes et les jeunes, afin de contribuer à façonner des systèmes alimentaires répondant aux besoins des consommateurs et des plus vulnérables.

Le **Honduras** est actuellement en train de socialiser la feuille de route nationale avec les nouvelles autorités afin d'obtenir leur approbation et de poursuivre la mise en œuvre, mais avant cela, l'équipe de coordination a présenté les résultats des Concertations à toutes les parties prenantes et à tous les secteurs impliqués, tout en leur demandant leur avis sur les mécanismes de mise en œuvre de la feuille de route et sur leur intention de rester engagés dans le processus. L'équipe de coordination a également rencontré des représentants des peuples autochtones afin de leur présenter la feuille de route et la politique de sécurité alimentaire du pays, car elle souhaite les adapter pour garantir la prise en compte du contexte autochtone.

Au **Kiribati**, des consultations post-Sommet ont eu lieu avec les principales parties prenantes. Elles ont donné lieu à la publication d'une feuille de route nationale actualisée. D'autres Concertations sont envisagées en 2022. Des représentants des conseils insulaires de Kiribati y participeront également. Les jeunes, les femmes et les groupes confessionnels sont également considérés comme des acteurs particulièrement pertinents.

Après le Sommet, les **Seychelles** ont entretenu la dynamique des Concertations sur les systèmes alimentaires grâce à une série de consultations avec différentes parties prenantes, notamment des organisations de la société civile et des entreprises. Le Mouvement des chefs pour la santé et le développement et l'initiative « Youth for Food Sovereignty » seront lancés. Tous deux œuvrent à la réalisation de la priorité de la feuille nationale dont l'objectif est de ramener les gens à une « authenticité alimentaire » sur l'île.

À **Nauru**, pour faire face à l'impact transversal des systèmes alimentaires sur tous les aspects du développement, la coordination étroite entre les principales parties prenantes est considérée comme essentielle pour réussir. La feuille de route nationale propose la création d'un groupe de partenaires du secteur alimentaire qui renforcera les partenariats intersectoriels nécessaires. Ce groupe assurera la coordination, l'assistance technique, le suivi et l'évaluation, et fera des recommandations pour modifier la feuille de route. La composition exacte de ce groupe multipartite reste à déterminer, mais il comprendra des acteurs publics et privés et sera dirigé par la division de l'agriculture au sein du ministère du Commerce, de l'Industrie, du Commerce et de l'Environnement.

Au **Laos**, pour soutenir la socialisation et la sensibilisation de cercles plus larges de parties prenantes, la feuille de route nationale sera traduite dans la langue locale, le lao, pour une diffusion et des consultations au niveau local. D'autres Concertations sont prévues, tant au niveau national que provincial, pour préparer le plan d'action national des systèmes alimentaires.

L'une des interventions prioritaires de la feuille de route nationale des **Philippines** est d'institutionnaliser la participation des organisations de petits exploitants agricoles. Récemment, le gouvernement a créé le Conseil national de l'agriculture familiale, une plateforme qui sera présidée par le président des Philippines et comprendra des représentants de la société civile et des producteurs. Ce Conseil pilotera le plan d'action philippin pour l'agriculture familiale.

Le renforcement de l'agriculture familiale est l'une des priorités énoncées dans la feuille de route du **Panama**. Des progrès ont été réalisés dans ce sens avec la création du programme « Study without Hunger », qui vise à intégrer les producteurs familiaux dans le processus de passation des marchés publics afin d'intégrer leurs produits aux programmes d'alimentation scolaire.

2.3.3. Les feuilles de route s'inspirent-elles de la recherche et du développement interdisciplinaires et y contribuent-elles ?

Les Coordonnateurs indiquent qu’au fur et à mesure de l’utilisation des feuilles de route, il est nécessaire de procéder à des examens réguliers des pratiques qui s’appuient sur un large éventail de connaissances et la sagesse, y compris les connaissances scientifiques et indigènes. Au fur et à mesure que la transformation progresse, elle doit s’appuyer sur la recherche et le développement interdisciplinaires et y contribuer. Il convient de reconnaître que les transformations des systèmes alimentaires sont éclairées et améliorées en réunissant des perspectives multiples.

Le Brésil a proposé 9 domaines d'action prioritaires pour l'avenir des systèmes alimentaires nationaux. Le premier d'entre eux consiste à encourager une recherche et une innovation scientifiques continues et inclusives. En ce sens, leurs principales priorités pour 2030 sont la mise en œuvre de politiques d'innovation agricole, l'investissement dans la recherche et le développement d'intrants biologiques, et la promotion de leur production et de leur utilisation accrues.

L'innovation pour la nutrition (I4N) est une initiative de la Première Dame et co-coordonnatrice de la **Colombie**, du Bureau du conseiller présidentiel pour les enfants et les adolescents et du PAM, qui travaille activement à l'amélioration de la nutrition en Colombie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. I4N se joint aux efforts de la Grande Alliance pour la Nutrition, en promouvant l'utilisation de l'innovation comme accélérateur pour l'amélioration des résultats nutritionnels pour tous.

L'investissement dans la recherche est essentiel pour le gouvernement de l'**Ouganda**. La Première ministre a nommé un ministre pour la science au sein de son cabinet. Pour faire progresser la transformation des systèmes alimentaires, le ministre lie la recherche aux chaînes de valeur alimentaires, en étudiant différents produits de base.

Dans sa feuille de route, la **Bolivie** encourage la revalorisation des savoirs autochtones des différentes nations autochtones du pays, qui intègrent des pratiques communautaires sociales, de travail et spirituelles améliorant le bien-être des adultes et des enfants. Dans le même temps, les femmes sont également reconnues comme des acteurs clés de la chaîne alimentaire et comme porteuses et reproductrices des connaissances sur les systèmes alimentaires.

La **Hongrie** a établi un partenariat public-privé entre le gouvernement, les universités et le secteur privé pour rechercher et développer des solutions appliquées à la production alimentaire durable. Un site de recherche sur les fermes verticales a été construit en 2021 : « The Food HUB ». Il est basé sur un système circulaire, avec des possibilités de transformation des déchets en ressources, qui créent un environnement contrôlé pour l’approvisionnement résilient et durable en aliments sains pour les populations urbaines.

Après le Sommet de la COP26, le gouvernement d'Israël a pris des engagements financiers pour lancer un appel à des solutions alternatives innovantes en matière de protéines. L'appel vise à encourager les jeunes entreprises à travailler sur la manière de mieux produire des protéines de substitution répondant aux préoccupations environnementales et sanitaires.

La feuille de route nationale de la **Lettonie** identifie les données, les preuves et les analyses systématiques comme une pierre angulaire de la politique des systèmes alimentaires. En Lettonie, il s'agit notamment de systèmes de suivi et d'évaluation en cours, et d'activités de recherche menées par une série de ministères et d'institutions scientifiques nationales.

La consommation responsable et durable est considérée comme essentielle au **Salvador** pour lutter contre la malnutrition et réduire les maladies chroniques non transmissibles. L'une des actions décrites dans sa feuille de route concerne le sauvetage de la culture alimentaire ancestrale basée sur les connaissances traditionnelles combinées à la science.

2.3.4. Les actualités sur le développement, la mise en œuvre et la révision des feuilles de route sont-elles largement partagées ?

Les actualités sur le développement de la feuille de route en tant qu'enjeu d'importance et d'action collective sont largement partagées par les Coordonnateurs avec différents publics et le grand public en général. Cette démarche est considérée comme faisant partie du processus de construction de la légitimité et de la dynamique d'action. Le besoin que ces messages soient facilement accessibles et clairement compréhensibles a été exprimé. Ce type de plan d'engagement continu place le travail de mise en œuvre de la feuille de route dans le discours social et politique de la nation.

La Coordonnatrice de la **République démocratique du Congo**, ainsi que son équipe et le soutien de la FAO et du PAM, effectueront un tour du pays et visiteront plusieurs régions et grandes villes afin de sensibiliser aux systèmes alimentaires et d’aborder les barrières ethniques et culturelles concernant certains aliments disponibles. En rendant les informations sur les systèmes alimentaires plus accessibles, le but est de faire naître de nouvelles habitudes alimentaires et de lutter contre l’insécurité alimentaire dans l’ensemble du pays.

La feuille de route nationale au **Népal** était à l'origine uniquement disponible en anglais. Elle a ensuite été traduite en népalais. Cela favorisera la socialisation de la feuille de route, d'autant plus qu'une quatrième Concertation nationale est prévue, la possibilité de Concertations provinciales supplémentaires étant également envisagée. Des consultations seront également organisées avec des organisations qui ont déjà exprimé des engagements en faveur de la transformation des systèmes alimentaires.

Après l'approbation de la feuille de route nationale par le gouvernement de **Palau**, l'une des premières activités du groupe de travail technique a été de lancer une campagne sur les systèmes alimentaires. Cette campagne vise à mettre en lumière les rôles respectifs du gouvernement, de la société, des détaillants, des producteurs et de tous les autres acteurs dans la manière dont ils peuvent, individuellement et collectivement, contribuer à la transformation des systèmes alimentaires à Palau.

2.3.5. Résumé

Ces observations et rapports ne sont pas exhaustifs. Ils représentent une image rapportée de l'activité qui ne décrit qu'une partie du travail sur le développement des transformations des systèmes alimentaires. Ils résument toutefois les enseignements tirés de l'ensemble des feuilles de route et offrent une série d'indications. Ensemble, ces indications illustrent les éléments clés d'une approche qui peut être transformatrice en faisant évoluer les systèmes alimentaires vers un avenir plus durable et équitable.

L'engagement généralisé avec les parties prenantes, les processus politiques et les plans et stratégies nationaux ancre les feuilles de route dans le tissu des transformations des systèmes alimentaires. Comme l'a fait remarquer un participant lors d'une récente session de Liens avec les Coordonnateurs, « en reliant la feuille de route au leadership politique, en veillant à l'inscrire dans notre stratégie nationale et en consolidant le soutien généralisé des parties prenantes, cela signifie qu'elle est attrayante pour les agences en tant que véhicule d'investissement pour créer la transformation dont nous avons besoin ».

3. BESOINS POUR MAINTENIR LA DYNAMIQUE ET SOUTENIR LES ACTIONS

Dans les mois qui ont suivi le sommet (de novembre 2021 à février 2022), les équipes nationales ont été invitées à indiquer ce qui était nécessaire pour accélérer le mouvement vers des systèmes alimentaires durables, équitables et résilients à l'horizon 2030.

3.1. Des ressources financières et humaines sont nécessaires d'urgence pour maintenir la dynamique

Depuis le Sommet, les équipes de 132 des 148 pays qui avaient désigné des Coordonnateurs nationaux sont restées en contact avec le Service de soutien aux Concertations. Plus de la moitié d'entre elles ont indiqué avoir besoin d'une aide immédiate de la part d'experts techniques qualifiés et expérimentés ou via un financement (pour payer ces experts, les frais de déplacement, de logistique et d'organisation d'événements, y compris pour des Concertations supplémentaires), afin d'aider à utiliser les feuilles de route pour guider les processus de transformation des systèmes alimentaires conformément aux positions exprimées dans la déclaration nationale lors du Sommet.

Le niveau de soutien demandé est généralement modeste, le coût étant généralement compris entre 25 000 et 60 000 dollars par pays et par an.

Les besoins sont les plus urgents dans les pays où les Concertations nationales ont été retardées en raison d'un conflit, de catastrophes naturelles ou de la pandémie de COVID-19, ou en raison d'une transition politique résultant d'une élection ou d'un coup d'État. Dans ces cas, les Coordonnateurs résidents des Nations Unies n'ont pas pu utiliser les subventions mises à disposition par le Fonds d'affectation spéciale du SSA des Nations Unies : celles-ci auraient dû être décaissées avant le 31 décembre 2021 ou retournées au Fonds.

Les progrès ont été entravés parce que de nombreuses équipes pays des Nations Unies sont actuellement incapables d'accéder à des fonds supplémentaires pour soutenir les efforts nationaux de transformation des systèmes alimentaires en 2022.

Dans certains cas, les besoins sont importants parce que les experts engagés localement (consultants) n'ont pas été payés pendant plusieurs mois en 2021 pour le travail réalisé. Dans certains cas, ils ont travaillé bénévolement après la fin des contrats.

Lorsque les efforts nationaux visant à soutenir les Concertations et le développement de feuilles de route se sont arrêtés, l'élan de la transformation des systèmes alimentaires a ralenti.

C'est le cas dans les **Petites nations insulaires** de la région **Pacifique** (notamment Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu), et dans l'**Océan Indien**. (notamment les Comores, l'île Maurice et les Seychelles). **Les pays en crise** sont confrontés à des défis similaires : le Burkina Faso, la République centrafricaine, l'Éthiopie, la Guinée, Haïti, l'Irak, le Mali, le Niger et le Yémen. Des fonds sont également demandés par plusieurs **pays à faible revenu**, notamment le Bénin, le Bhoutan, la République démocratique du Congo, le Laos, le Malawi, le Mozambique, le Népal, les Philippines, le Sénégal, la République du Congo et le Zimbabwe. Une demande urgente de fonds a également été exprimée par l'équipe de coordination de l'Arménie.

3.2. Forme et clarté du processus mondial post-Sommet

Les équipes de coordination demandent également des précisions sur le rythme de travail entre le moment présent et le bilan mondial de haut niveau qui aura lieu en 2023.

Elles recherchent des informations sur les **étapes** attendues que tous les pays espèrent atteindre sous la forme d'un calendrier pour stimuler l'avancement de la transformation des systèmes alimentaires dans les pays.

Elles demandent également des conseils sur les formats et la fréquence des **rapports** sur les progrès réalisés dans l'intervalle.

Les systèmes nationaux de suivi des progrès sont en cours d'élaboration : les équipes de coordination souhaitent les aligner sur un **système mondial** de suivi qui permettrait de réaliser des comparaisons entre les pays.

Les équipes de coordination apprécieraient également de pouvoir disposer d'un **fil conducteur**, clairement applicable dans tous les pays et toutes les régions, **sur les valeurs, les principes et les éléments d'une approche systémique de l'alimentation**.

Elles souhaiteraient que ce fil conducteur soit régulièrement **exposé par les leaders mondiaux, servant ainsi de guide visible** pour les parties prenantes des systèmes alimentaires et alignant les processus locaux et nationaux sur ceux qui sont en cours au niveau mondial.

Les Concertations de suivi dans de nombreux pays ont montré comment le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 avait suscité un changement net dans la réflexion sur les systèmes alimentaires au niveau national. Les Coordonnateurs nationaux recherchent du soutien pour sensibiliser aux approches intersectorielles et multipartites des systèmes alimentaires et à l'importance d'une Concertation structurée pour les faire progresser entre les ministères, ainsi qu'avec l'ensemble des secteurs et parties prenantes concernés.

Certains pays appellent à la clarté sur les **rôles et responsabilités attendus des Coordonnateurs nationaux** dans cette phase post-Sommet. Cela permettrait également aux États membres de nommer un nouveau Coordonnateur dans les cas où la personne initialement désignée aurait changé de poste, ou si les nouvelles responsabilités des Coordonnateurs conduisaient un gouvernement à réévaluer qui est le mieux placé pour assumer ce rôle. Un protocole pour une nouvelle désignation des Coordonnateurs nationaux serait utile.

3.3. Connexions entre les équipes de coordination et les écosystèmes de soutien

Les Coordonnateurs apprécient les opportunités de **connexion et d'apprentissage entre pairs**. Ils sont impatients de participer à des sessions où ils pourront partager leurs progrès et étudier les options pour faire avancer les transformations des systèmes alimentaires nationaux. Ils participent activement aux sessions de Liens avec les Coordonnateurs, aux conférences dirigées par des partenaires et aux forums régionaux et internationaux, en particulier lorsque l'objectif de ces sessions est explicite. Ils s'intéressent de plus en plus aux plateformes permettant de se connecter sur une **base régionale** afin d'identifier les possibilités de soutenir la mise en œuvre avec les pays voisins, en travaillant avec les organes régionaux des États membres, ainsi qu'avec les entités du système des Nations Unies.

Les Coordonnateurs souhaitent en savoir plus sur les **Coalitions d'actions** lancées lors du Sommet sur les systèmes alimentaires ou lors de la COP26, sur les possibilités qu'elles offrent de créer de nouveaux partenariats et de permettre l'accès aux outils et aux ressources qui facilitent l'utilisation des feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires. Les Coordonnateurs aimeraient disposer **d'informations centralisées et accessibles** sur le contenu, les ambitions, les exigences en matière d'engagement et les points focaux des coalitions afin de faciliter la participation de leurs pays à ces dernières.

Les Coordonnateurs recherchent également des possibilités d'élargir les cercles de connexion. Ils cherchent des moyens de s'engager auprès des **groupes d'intérêt**, en particulier ceux qui sont plus difficiles à atteindre directement au niveau national, comme le secteur privé et les partenaires financiers.

Les Coordonnateurs nationaux appellent à un **engagement continu et coordonné** du système des Nations Unies dans les pays pour la transformation des systèmes alimentaires. L'objectif est de répondre aux priorités nationales telles qu'elles ont été définies, puis modifiées, dans les feuilles de route nationales, et de les adapter aux spécificités de chaque pays tout en reflétant les meilleures pratiques régionales et mondiales. Les Coordonnateurs qui bénéficient du soutien des Nations Unies ont souligné l'importance de poursuivre cet engagement.

L'engagement coordonné des partenaires, **qui rapproche les partenaires humanitaires et de développement**, est particulièrement pertinent dans les pays qui connaissent des crises prolongées, car il peut s'avérer difficile pour les Coordonnateurs de maintenir une vision à long terme vers des systèmes alimentaires résilients, équitables et durables alors que les priorités immédiates à court terme ont tendance à mobiliser l'attention.

3.4. Besoins à long terme

Outre les besoins de financement immédiats, les Coordonnateurs ont également indiqué un besoin de **financement à plus long terme** pour la mise en œuvre de la feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires. En effet, les feuilles de route prévoient que des plans d'investissement seront élaborés avec des objectifs à l'horizon 2030 et 2050 : ceux-ci nécessitent l'assurance d'un investissement continu pour atteindre les objectifs souhaités.

L'enquête sur les besoins des pays menée par le Hub de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies a évalué les domaines de soutien recherchés par les Coordonnateurs de manière plus globale.

4. COMMENTAIRES ET CONCLUSIONS

Il s'agit de la quatrième synthèse des progrès réalisés dans le cadre des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires par les États membres. La Synthèse 1, publiée en mai 2021, couvrait le lancement du processus de Concertations par les États membres ; la Synthèse 2, publiée en juillet 2021, résumait les progrès réalisés jusqu'au pré-Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires à Rome (23 juillet 2021) ; la Synthèse 3, publiée en septembre 2021, résumait les progrès réalisés avant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (23 septembre 2021) et la présente Synthèse porte sur la période comprise entre le Sommet et mars 2022. Au cours de cette période, la majorité des gouvernements des États membres des Nations Unies ont participé à l'élaboration, à la validation, à l'approbation et au début de la mise en œuvre de la transformation des systèmes alimentaires, en s'appuyant sur leurs feuilles de route nationales vers des systèmes alimentaires équitables et durables d'ici 2030 et sur les stratégies existantes, le cas échéant. Les principales conclusions de cette synthèse sont énumérées ci-dessous.

4.1. L'ampleur et la portée du programme des Concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires ont dépassé les attentes

Les Concertations qui ont eu lieu ont dépassé les attentes. Au 1er mars 2022, 1 012 Concertations indépendantes, 628 Concertations nationales et 11 Concertations mondiales avaient été annoncées sur la Passerelle, impliquant plus de 108 000 participants. 148 Coordonnateurs des Concertations nationales ont été nommés : la plupart d'entre eux ont organisé des Concertations entre avril et août 2021 (pendant la pandémie de COVID-19), et 111 ont pu consolider les résultats des Concertations en feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux.

4.2. Les feuilles de route nationales abordent les systèmes alimentaires sous un angle large, avec des liens avec tous les ODD

La plupart des pays abordent les systèmes alimentaires sous un angle large, avec des liens avec tous les ODD. La plupart des feuilles de route nationales ont des liens clairs avec les déclarations nationales pertinentes du Sommet : elles donnent la priorité aux cinq domaines identifiés dans la déclaration d'action du Secrétaire général. Environ les trois quarts d'entre elles se concentrent sur le travail intersectoriel, multipartite et à plusieurs niveaux. Pas moins de la moitié des feuilles de route mettent l'accent sur la transformation globale des systèmes alimentaires nationaux : elles sont orientées vers l'action, notamment vers une mise en œuvre qui transcende les ministères, avec des mécanismes de suivi et de révision.

4.3. Le Service de soutien aux Concertations a maintenu le contact avec plus de 130 des 148 Coordonnateurs nationaux

Les Coordonnateurs et leurs équipes restent connectés par le biais de connexions bilatérales avec les points focaux du Service de soutien aux Concertations, en participant aux sessions hebdomadaires de connexion des Coordonnateurs, ainsi qu'en travaillant avec les organisations du système des Nations Unies (par le biais des équipes pays des Nations unies) et les entités régionales comme l'AUDA.

4.4. Ces feuilles de route sont désormais utilisées pour guider la transformation des systèmes alimentaires, tant au niveau national que régional

- 75 % des équipes de coordination indiquent que les feuilles de route sont liées aux processus politiques et utilisées dans ce cadre ; 70 % indiquent que les visions et les priorités des feuilles de route sont intégrées au développement national, aux ODD et aux stratégies sectorielles. Un pourcentage plus faible indique que les feuilles de route sont utilisées pour inclure des étapes et des mécanismes de révision.
- Dans certains cas, les feuilles de route sont utilisées pour étudier de nouvelles formes de gouvernance et de nouvelles stratégies de coopération technique, commerciale et financière organisées par des institutions nationales, régionales et mondiales, y compris par les coalitions d'action créées après le Sommet.
- 55 Coordonnateurs (42 %) ont décrit leur façon d'utiliser leurs feuilles de route comme documents vivants. 53 % d'entre eux indiquent que les parties prenantes utilisent des feuilles de route pour encourager le travail intersectoriel. 26 Coordonnateurs (20 %) ont donné des exemples de la manière dont les feuilles de route sont mises en avant dans des contextes infranationaux.
- 60 Coordonnateurs (45 %) prévoient de continuer à mener des Concertations après le Sommet, en cherchant à inclure les communautés difficiles à atteindre et souvent laissées pour compte, notamment les petits producteurs, les travailleurs agricoles, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les experts interdisciplinaires traditionnels et modernes.
- Les Coordonnateurs indiquent que les feuilles de route sont utilisées pour encourager la coopération entre les nations sur des priorités spécifiques, en particulier au sein de sous-régions géographiques. Il s'agit notamment de contribuer à encourager les liens entre les systèmes alimentaires et d'autres questions majeures, notamment la relance après la COVID-19, l'atténuation du changement climatique, l'adaptation et la résilience, la promotion de la biodiversité, la numérisation, l'éducation, l'emploi, l'énergie, les migrations, la protection sociale et l'eau : cela fait l'objet d'une attention accrue, notamment en relation avec la COP15 sur la biodiversité, la COP27 sur le climat et le Sommet sur la transformation de l'éducation prévu pour septembre 2022.
- Dans au moins 29 pays où les Nations Unies sont présentes, les systèmes alimentaires sont proposés comme une nouvelle priorité pour la coopération entre les Nations Unies et les États membres (UNSDCF).

- Plusieurs Coordonnateurs décrivent également la façon dont les feuilles de route sont utilisées pour encourager un débat public sur la transformation des systèmes alimentaires dans le cadre d'un discours plus large sur les ODD.

4.5 Certains besoins urgents doivent être satisfaits si l'on veut soutenir la dynamique de transformation des systèmes alimentaire

- Des financements sont nécessaires de toute urgence dans au moins 36 pays afin de maintenir la dynamique de transformation des systèmes alimentaires. Au moins 12 petites nations insulaires de la région du Pacifique et au moins 3 nations de l'océan Indien sont concernées, ainsi que de petites nations insulaires des Caraïbes. Les pays en crise ont également des besoins importants. Des fonds sont également demandés par plusieurs pays à faible revenu. Les sommes demandées sont généralement comprises entre 25 000 et 60 000 dollars par pays et par an.
- Il y a aussi des demandes de précisions sur le rythme de travail entre le moment présent et le bilan mondial de haut niveau qui aura lieu en 2023. Quelles étapes les pays sont-ils censés atteindre ? Quel est le calendrier prévu pour la transformation des systèmes alimentaires dans les pays ? Quels sont les formats et la fréquence des rapports sur les progrès réalisés dans l'intervalle ? Comment cela s'alignera-t-il sur les systèmes mondiaux de surveillance pour permettre des comparaisons entre les pays ? Un fil conducteur, applicable dans tous les pays et toutes les régions, sur les valeurs, les principes et les éléments d'une approche systémique de l'alimentation serait également utile. Il doit être régulièrement exposé par les leaders mondiaux, servant ainsi de guide visible pour les parties prenantes des systèmes alimentaires et alignant les processus locaux et nationaux sur ceux qui sont en cours au niveau mondial. Certains pays souhaiteraient que les rôles et responsabilités attendus des Coordonnateurs nationaux soient clairement définis lors de cette phase post-Sommet, afin que les États membres puissent, le cas échéant, renommer des Coordonnateurs. Certains États membres souhaitent participer mais n'ont pas désigné de Coordonnateurs nationaux dans la perspective du Sommet. Ils souhaitent rejoindre le réseau des pays qui partagent et apprennent les uns des autres en adoptant des approches de systèmes alimentaires. 8 pays ont manifesté leur intérêt pour le Service de soutien aux Concertations, notamment Antigua-et-Barbuda, la Barbade, Cuba, la Grenade, la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sao Tomé-et-Principe et le Suriname.
- Les Coordonnateurs souhaitent se connecter aux coalitions d'actions et entre eux. Les Coordonnateurs sont désireux de partager les progrès et d'étudier les options entre eux dans le cadre de forums nationaux, régionaux et internationaux lorsque leur objectif est explicite. Ils veulent en savoir plus sur les coalitions d'actions du Sommet sur les systèmes alimentaires et sur les possibilités de partenariat et d'accès aux ressources qu'elles offrent. Ils demandent des informations centralisées et accessibles sur le contenu, les ambitions, les exigences en matière d'engagement et les points focaux des coalitions. Ils recherchent des moyens de s'engager auprès des groupes d'intérêt, notamment le secteur privé et les partenaires financiers. Ils demandent un engagement continu et coordonné du système des Nations Unies dans le pays. Dans les pays qui connaissent des crises prolongées, un engagement continu impliquant les partenaires humanitaires et de développement est particulièrement pertinent.
- Les Coordonnateurs indiquent également que les nations ont besoin d'accéder à un financement à plus long terme pour la mise en œuvre de feuilles de route nationales de transformation des systèmes alimentaires avec des objectifs à l'horizon 2030 et 2050. L'enquête sur les besoins des pays menée par le Hub de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies a évalué les domaines de soutien recherchés par les Coordonnateurs de manière plus globale.

ANNEXE 1 – Liste des Concertations nationales annoncées sur la Passerelle depuis août 2021

Cette annexe répertorie les 103 Concertations nationales annoncées sur la Passerelle depuis le 23 août 2021 (date limite de dépôt de la Synthèse 3 publiée en septembre 2021).

- 24 pays ont annoncé et rapporté les résultats de 36 Concertations nationales.

Pays	Titre de la Concertation
Arabie saoudite	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires du Royaume d'Arabie Saoudite : une transition durable des agro-écosystèmes pour construire de meilleurs systèmes alimentaires nationaux
Australie	Quel rôle l'étiquetage des denrées alimentaires joue-t-il pour aider à orienter les consommateurs vers une consommation plus saine, sûre et durable ?
Australie	Partenariats multipartites pour une mise à l'échelle de l'innovation agricole
Botswana	Concertation du Botswana pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)
Burkina Faso	Les dynamiques de production, de diversification, de transformation, de fortification/enrichissement, de conservation/stockage et de commercialisation garantissent une qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments au profit des populations
Burkina Faso	Les politiques nationales encouragent une production durable et une consommation d'aliments diversifiés, sains et nutritifs, accessibles à toutes les couches de la population au Burkina Faso
Comores	Renforcement des systèmes alimentaires pour le développement durable en Union des Comores
Émirats arabes unis	Concertation nationale des EAU : des zones spéciales pour l'agriculture moderne et l'accès aux technologies aux EAU
Gabon	Alimentation source de santé et de bien-être des populations particulièrement vulnérables à cause des maladies cas du VIH
Géorgie	La deuxième Concertation nationale - Le futur des systèmes alimentaires géorgiens
Haïti	Systèmes alimentaires problèmes, analyses et solutions
	SAN et les ODD
	SAN et les ODD
	SAN et les ODD
	SAN et les ODD
Îles Marshall	Systèmes alimentaires problèmes, analyses et solutions
	Concertation nationale sur la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire en RIM
	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires bleus en RIM
	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires verts en RIM



Kazakhstan	Concertation nationale sur les préparatifs pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies
Nauru	« Ne laisser personne de côté : adopter une approche multipartite pour créer un environnement propice à la transformation des systèmes alimentaires à Nauru »
Népal	« Le Népal vers un système alimentaire équitable, résilient et durable »
Nouvelle-Zélande	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires en Nouvelle-Zélande 3
Ouganda	Concertation du secteur agricole sur la transformation des systèmes alimentaires Transformation des systèmes alimentaires de l'Ouganda en vue de la sécurité alimentaire, de l'augmentation des revenus et de la richesse
Pérou	« Sobre La Mesa » Diálogos Nacionales 2021 Sobre Los Sistemas Alimentarios
République centrafricaine	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires en République centrafricaine
République tchèque	Explorer les systèmes alimentaires, de l'agriculteur au consommateur
Sénégal	Validation et consolidation de la feuille de route du Sénégal sur les systèmes alimentaires
Tadjikistan	Comment voyez-vous les systèmes alimentaires nationaux du Tadjikistan à l'horizon 2030 ? Продовольственная безопасность и питание Продовольственная безопасность и питание
Ukraine	Approche nationale de la transformation des systèmes alimentaires. Transformation des systèmes alimentaires : le contexte ukrainien
Vanuatu	Vanuatu i Redi : vers un système sain et durable à l'horizon 2030 Vanuatu Gudfala Kaekae
Zimbabwe	Établir des feuilles de route nationales pour transformer les systèmes alimentaires et de production au Zimbabwe

- 20 pays ont annoncé des Concertations nationales sans rendre compte de leurs résultats.

Pays	Titre de la Concertation
Algérie	Atelier thématique sur le rôle de la profession et de l'interprofession dans l'amélioration du système alimentaire national
Allemagne	Ensemble pour une nutrition durable : les agriculteurs comme acteurs du changement Ensemble pour une nutrition durable : quel est le coût réel des aliments ?
Angola	Workshop de encerramento dos Diálogos Nacionais - Principais Conclusões e Recomendações - Encontro Nacional no MIREX, em Luanda Encontro Regional Norte e Capital - Diálogo 'A Contribuição das Pescas e Aquicultura no Sistema Alimentar' (Províncias: Namibe, Huila, Cunene e Cuando Cubango)



	Encontro Regional Norte e Capital - Diálogo 'A Contribuição das Pescas e Aquicultura no Sistema Alimentar' (Províncias: Benguela, Huambo, Bié e Cuanza Sul)
	Encontro Regional Norte e Capital - Diálogo 'A Contribuição das Pescas e Aquicultura no Sistema Alimentar' (Províncias: Lunda Norte, Lunda Sul, Cuanza Norte, Malanje e Moxico)
	Encontro Regional Norte e Capital - Diálogo 'A Contribuição das Pescas e Aquicultura no Sistema Alimentar' (Províncias: Cabinda, Zaire, Bengo, Luanda e Uíge)
Bangladesh	Étape 3 des Concertations par les États membres pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021
Burkina Faso	Consolidation de la voie nationale assortie d'une feuille de route pour aller vers des systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs à l'horizon 2030
	Les engagements de toutes les parties prenantes favorisent de nouvelles actions et l'organisation de Systèmes Alimentaires résilients et durables au Burkina Faso
Eswatini	Nutrition et sécurité sociale
	Forum de l'industrie du coton
	Forum du maïs (blanc et jaune) et des haricots
	Forum de la filière porcine
	Forum de l'industrie fruitière
	Forum de l'industrie des légumes
	Forum de l'industrie du sucre
	Forum de l'industrie laitière
	Forum de la filière avicole
	Forum de la filière bovine
Éthiopie	Sommet sur les systèmes alimentaires éthiopiens : des idées innovantes pour transformer les systèmes alimentaires éthiopiens
	Systèmes alimentaires éthiopiens : donner la priorité aux solutions innovantes pour transformer les systèmes alimentaires de l'Éthiopie
	Système alimentaire éthiopien : Perspectives actuelles et futures du système alimentaire éthiopien : préparer le terrain pour le Sommet de l'alimentation des Nations Unies
	Système alimentaire éthiopien : table ronde de haut niveau sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition
Haïti	SAN et les ODD
Irak	Rôle du secteur privé dans le développement de la durabilité des systèmes alimentaires
Madagascar	Population malagasy bien nourrie et en meilleure santé, grâce à des systèmes alimentaires performants, inclusifs, résilients et durables
Mali	Concertation nationale sur les systèmes alimentaires à Bamako
	Concertation régionale sur les systèmes alimentaires du site de Koulikoro
	Concertation régionale sur les systèmes alimentaires du site de Gao
	Concertation régionale sur les systèmes alimentaires du site de Ségou

(Formulaires de compte-rendu officiels publiés au 21 mars 2022)



Mexique	Diálogo Nacional con Adolescentes y Jóvenes
Namibie	Concertation de haut niveau en collaboration avec des organisations civiques namibiennes, des ambassades, des ONG, des partenaires de la coopération technique et les agences des Nations unies : tirer parti des partenariats et des stratégies pour transformer les systèmes alimentaires et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable Concertation de haut niveau : concertation et coordination interministérielles pour la transformation du système alimentaire en Namibie Rôle du secteur privé dans la transformation des systèmes alimentaires en Namibie Consultations régionales sur le système alimentaire Systèmes de production et de transformation des aliments en Namibie Atténuer les problèmes liés à la transformation des systèmes alimentaires et renforcer la résilience nutritionnelle, sociale et économique Systèmes de production et durabilité environnementale en Namibie : favoriser les approches des meilleures pratiques en matière d'agriculture alimentaire et de respect de l'environnement Politiques alimentaires, R&D et stratégies en Namibie : promouvoir les innovations, l'entrepreneuriat et l'inclusion pour une transformation positive des systèmes alimentaires
Ouganda	Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress Passer à des modes de consommation durables Stimuler une production respectueuse de la nature à grande échelle Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs Promouvoir des moyens de subsistance équitables
République bolivarienne du Venezuela	Aportes de los comité local de abastecimiento y producción (CLAP) en el dialogo de saberes. «cumbre mundial de sistemas alimentarios». Congreso bicentenario de los pueblos. Capitulo CLAP
Serbie	Deuxième Concertation nationale en Serbie - Développement de systèmes alimentaires durables grâce à des chaînes de valeur inclusives
Slovaquie	Localiser les chaînes d'approvisionnement et augmenter l'accès aux produits forestiers locaux et nutritifs
Somalie	Impacts des migrations, des déplacements et des solutions durables sur les systèmes alimentaires, et solutions possibles - État d'Hirshabelle Politiques, politique, gouvernance et cadres institutionnels dans les systèmes alimentaires Économie, commerce et investissements dans les systèmes alimentaires - Concertation sur les systèmes alimentaires de l'administration du Banadir Le genre dans les systèmes alimentaires Changement climatique, réduction des risques de catastrophes et systèmes alimentaires Révolution numérique et innovation dans les systèmes alimentaires - État du Jubaland

	Chocs et impact de la protection sociale sur les systèmes alimentaires - État du Galmudug
Thaïlande	Des régimes alimentaires sains pour tous
Zambie	Concertation de la province occidentale sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation de la province du sud sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation de la province orientale sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Petauke sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Mongu sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Choma sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Solwezi sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Chipata sur la transformation des systèmes alimentaires
	Concertation du district de Kawambwa sur la transformation des systèmes alimentaires
	Atelier de validation du rapport d'évaluation des systèmes alimentaires



ANNEXE 2 – Liste des États membres ayant nommé un Coordonnateur et disposant d’une feuille de route nationale sur la Passerelle

	État membre ayant désigné un Coordonnateur national (148)	Feuille de route sur la Passerelle des Concertations pour le Sommet ⁶ (111)	Région
1	Afghanistan		Asie
2	Afrique du Sud	x	Afrique
3	Albanie	x	Europe
4	Algérie	x	Afrique
5	Allemagne	x	Europe
6	Angola	x	Afrique
7	Arabie saoudite		Asie
8	Argentine		Amériques
9	Arménie	x	Asie
1	Australie		Océanie
1	Azerbaïdjan	x	Asie
1	Bahamas	x	Amériques
1	Bahreïn		Asie
1	Bangladesh	x	Asie
1	Belgique		Europe
1	Bénin	x	Afrique
1	Bhoutan	x	Asie
1	Birmanie	x	Asie
1	Bolivie (État plurinational de)	x	Amériques
2	Botswana	x	Afrique
2	Brésil	x	Amériques
2	Burkina Faso	x	Afrique
2	Burundi	x	Afrique
2	Cambodge	x	Asie
2	Cameroun		Afrique
2	Canada		Amériques
2	Chili	x	Amériques
2	Chine	x	Asie
2	Colombie	x	Amériques
3	Comores		Afrique
3	Costa Rica		Amériques
3	Côte d’Ivoire		Afrique
3	Danemark	x	Europe

⁶ <https://summitdialogues.org/fr/aperçu/concertations-des-etats-membres/convenors/>

3	Djibouti		Afrique
3	Égypte	x	Afrique
3	El Salvador	x	Amériques
3	Émirats arabes unis	x	Asie
3	Équateur		Amériques
3	Espagne	x	Europe
4	Eswatini	x	Afrique
4	États-Unis d'Amérique	x	Amériques
4	Éthiopie	x	Afrique
4	Fédération de Russie	x	Europe
4	Fiji	x	Océanie
4	Finlande	x	Europe
4	France		Europe
4	Gabon	x	Afrique
4	Gambie (République de)	x	Afrique
4	Géorgie	x	Asie
5	Ghana	x	Afrique
5	Guatemala	x	Amériques
5	Guinée	x	Afrique
5	Guinée équatoriale		Afrique
5	Guyane	x	Amériques
5	Haïti	x	Amériques
5	Honduras	x	Amériques
5	Hongrie		Europe
5	Îles Marshall	x	Océanie
5	Îles Salomon		Océanie
6	Inde	x	Asie
6	Indonésie	x	Asie
6	Irak		Asie
6	Irlande	x	Europe
6	Israël	x	Asie
6	Italie	x	Europe
6	Japon	x	Asie
6	Jordanie	x	Asie
6	Kazakhstan	x	Asie
6	Kenya	x	Afrique
7	Kiribati	x	Océanie
7	Koweït	x	Asie
7	Laos	x	Asie
7	Lesotho	x	Afrique
7	Lettonie	x	Europe
7	Libéria	x	Afrique
7	Madagascar		Afrique

7	Malaisie	x	Asie
7	Malawi	x	Afrique
7	Mali		Afrique
8	Malte		Europe
8	Maroc		Afrique
8	Maurice	x	Afrique
8	Mauritanie	x	Afrique
8	Mexique	x	Amériques
8	Micronésie (États fédérés de)	x	Océanie
8	Mongolie	x	Asie
8	Mozambique	x	Afrique
8	Namibie	x	Afrique
8	Nauru	x	Océanie
9	Népal	x	Asie
9	Niger	x	Afrique
9	Nigéria	x	Afrique
9	Norvège		Europe
9	Nouvelle-Zélande	x	Océanie
9	Oman	x	Asie
9	Ouganda	x	Afrique
9	Ouzbékistan	x	Asie
9	Pakistan	x	Asie
9	Palau	x	Océanie
1	Panama	x	Amériques
1	Papouasie Nouvelle Guinée	x	Océanie
1	Paraguay		Amériques
1	Pays-Bas		Europe
1	Pérou	x	Amériques
1	Philippines	x	Asie
1	Pologne	x	Europe
1	Qatar	x	Asie
1	République centrafricaine	x	Afrique
1	République de Corée	x	Asie
1	République de Moldavie		Europe
1	République démocratique du Congo	x	Afrique
1	République dominicaine	x	Amériques
1	République du Congo	x	Afrique
1	République kirghize	x	Asie
1	République tchèque		Europe
1	République-Unie de Tanzanie	x	Afrique
1	Royaume-Uni	x	Europe
1	Rwanda	x	Afrique
1	Samoa	x	Océanie

1	Sénégal	x	Afrique
1	Serbie	x	Europe
1	Seychelles	x	Afrique
1	Sierra Leone	x	Afrique
1	Slovaquie		Europe
1	Slovénie		Europe
1	Somalie	x	Afrique
1	Soudan	x	Afrique
1	Soudan du Sud		Afrique
1	Sri Lanka	x	Asie
1	Suède	x	Europe
1	Suisse	x	Europe
1	Tadjikistan	x	Asie
1	Tchad	x	Afrique
1	Thaïlande		Asie
1	Timor-Leste	x	Asie
1	Tonga	x	Océanie
1	Trinité-et-Tobago		Amériques
1	Tunisie		Afrique
1	Turquie	x	Asie
1	Tuvalu	x	Océanie
1	Ukraine	x	Europe
1	Uruguay	x	Amériques
1	Vanuatu	x	Océanie
1	Venezuela		Amériques
1	Vietnam		Asie
1	Yémen		Asie
1	Zambie		Afrique
1	Zimbabwe	x	Afrique
	Union européenne		